

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1811 - 18 avril 2003 - prix : 1 €

Bush prépare un sombre avenir au peuple irakien



Irak

**Les dessous
d'une sale
guerre**

p. 7 à 10

**Les grèves à
l'Éducation
nationale**

p. 14 - 15

**Un an après
le plébiscite
de Chirac**

p. 4

Face à l'attaque contre les retraites

IL FAUT RIPOSTER !

p. 5

M 06189 - 1811 - F: 1,00 €



Sommaire

Leur société

- p 4 ■ 21 avril 2002 : le plébiscite de Chirac
- Affaire Elf : caisse noire
- p 5 ■ Offensive contre les retraites

Tribune

- p 6 ■ Attaque générale et réponses dispersées

Irak

- p 6 ■ L'impérialisme fera-t-il le lit des ayatollahs ?
- P 7 ■ Après l'Irak, la Syrie ?
- P 8 ■ Les pillards impérialistes contre les masses pauvres
- ONU et rivalités pour les marchés
- p 9 ■ L'enjeu pétrolier se précise
- p 10 ■ Inspections de l'ONU : avec d'une mascarade
- Les armes de destruction massive des impérialistes

Dans le monde

- p 11 ■ Afghanistan : retour des Talibans ou de leurs semblables
- Israël : le massacre continue

Dans les entreprises

- p 12 ■ Air France
- Sous-traitants d'Air Lib
- SNCF
- Recherche scientifique
- p 13 ■ GIAT Industries (Saint-Chamond - Loire)
- Metaleurop
- Saint-Léonard (Haute-Vienne)

Enseignement

- p 14 ■ La colère dans l'Éducation nationale
- Une décentralisation dont personne ne veut
- Grève à Guer-Coëtquidan (Morbihan)
- Journée école morte à Vaulx-en-Velin (Rhône)
- p 15 ■ La grève continuera à la rentrée ! (Toulouse, Carcassonne, Castelnaudary, Perpignan, Angoulême)

Sans-papiers

- p 16 ■ Sarkozy durcit la loi Chevènement
- Bordeaux : Kurdes renvoyés
- Saint-Denis : grève de la faim

Revers de la médaille du « tout sécuritaire »

LES PRISONS AFFICHENT « COMPLET »

Avec Sarkozy aux commandes du ministère de l'Intérieur, on allait voir ce qu'on allait voir. L'insécurité allait être terrassée, le grand banditisme vaincu, le laxisme supposé de ses prédécesseurs enterré. Dans les premiers temps du gouvernement Raffarin, il ne se passait pas un jour sans que le ministre de l'Intérieur aille s'afficher dans les commissariats de France et de Navarre. Que n'avait-il aussi visité les prisons ? Lundi 14 avril, le parrain du Var et deux autres truands du milieu varois et marseillais se sont fait la belle de la maison d'arrêt de Luynes, près d'Aix-en-Provence, en s'évadant à l'aide d'un hélicoptère. Après Fresnes et Borgo, c'est la troisième évasion spectaculaire... et un pied-de-nez à l'ambitieux Sarkozy.

Que les détenus aient envie de jouer la fille de l'air, on peut les comprendre en lisant un rapport récent qui fait l'inventaire

de la situation des 185 prisons françaises. Avec presque 60 000 détenus, c'est le chiffre le plus élevé depuis qu'existent des statistiques pénitentiaires (1852), si on met de côté la situation particulière d'après 1945, une époque où l'on dépassait ce chiffre mais où un tiers des détenus étaient des collaborateurs réels ou supposés des nazis.

La croissance récente de l'emprisonnement remonte à l'automne 2001, quand les policiers ont manifesté contre le « laxisme » supposé des juges qui venaient de relâcher un truand multirécidiviste. Le thème a ensuite fait recette au point de faire passer au second plan celui des licenciements pendant la campagne électorale présidentielle.

Entre 1996 et 2001, la population pénitentiaire avait plutôt tendance à diminuer. En dix-huit mois, elle vient d'augmenter de

25 %. Dans les prisons, on compte un trop-plein de 11 000 détenus et un taux moyen d'occupation de 121,7 %, qui masque en réalité les disparités existant entre les différents établissements : la densité est de 200 % dans 18 prisons et de 150 % dans 44 autres. Le record semble être atteint à Béziers avec 260 %, où 127 détenus se partagent 48 cellules.

Cette dégradation des conditions d'emprisonnement trahit moins l'augmentation du nombre de prisonniers (2200 nouveaux détenus depuis le début de l'année) que l'allongement des peines. En 28 ans, leur durée moyenne a pratiquement doublé. Elle est actuellement de 8,4 mois contre 4,3 mois en 1975. Cela découle de l'allongement des très longues peines (de 20 à 30 ans) sanctionnant des délits comme le viol ou les agressions sexuelles, qui représentent désormais

le quart des condamnations.

Les projets actuels de construction de prisons, qui font suite à d'autres programmes du même genre lancés en 1986 et 1995, devraient porter la capacité carcérale du pays à 60 000 places en... 2007. En vingt ans, cette capacité aura alors doublé ! Les besoins actuels seront satisfaits mais pas les besoins réels si le gouvernement continue de proposer une réponse purement répressive aux multiples maux dont souffre cette société, marquée par des menaces sur l'emploi, les retraites, la santé, l'éducation, et tout simplement l'avenir, au point que la délinquance peut sembler offrir à certains une meilleure solution, ou en tout cas la seule façon de sortir de l'impasse où ils se trouvent.

Jacques FONTENOY

Hausse des prix

TOUJOURS DANS LES CAISSES DES MÊMES

Au cours des trois derniers mois, les prix ont brutalement augmenté, notamment ceux de l'essence, des fruits, des légumes, de l'habillement... Cela porterait à 2,6 % la hausse des prix sur une année, plus que l'inflation qui, elle, est estimée à moins de 2 %. La palme revient aux produits pétroliers qui ont augmenté, eux, de 15,9 %.

Verra-t-on les prix de l'essence baisser maintenant que la guerre en Irak, principale raison invoquée de la hausse, ne semble plus troubler les pétroliers ? Ni les compagnies pétrolières, ni l'État qui taxe fortement ces produits, n'ont l'habitude de tels cadeaux. Ils ne savent que

prendre dans la poche des consommateurs, tout en gardant leurs coffres bien remplis.

Au passage des commentaires du ministère des Finances, on a appris presque incidemment que l'impact inflationniste du passage à l'euro est derrière nous. Mais n'avait-t-on pas soutenu à l'époque que les prix avaient été fortement encadrés, qu'il y avait eu peu de dérapages... des petits riens qui sont aujourd'hui à ranger dans la catégorie des « impacts inflationnistes » ?

En cette période où le moral des patrons est paraît-il au plus bas, une seule thérapie leur convient : faire rentrer l'argent, conserver les profits. Quant aux consommateurs...

Prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY

50 ans après la mort de Staline,
15 ans après la Pérestroïka,
11 ans après la disparition de l'URSS,
OÙ VA LA RUSSIE ?

Vendredi 25 avril à 20 h 30
Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor
PARIS 5^e
(Métro : Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 €

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CODE POSTAL et VILLE :

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE

.....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE -

LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre

de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE

OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 14 avril 2003

BUSH PRÉPARE UN SOMBRE AVENIR AU PEUPLE IRAKIEN

■ Dans les buts de guerre proclamés des dirigeants anglo-américains, il y avait la destruction des armes de destruction massive que l'Irak aurait possédées. Les troupes de la « coalition » sont aujourd'hui maîtresses de tout le pays, et elles n'ont pas été capables d'en retrouver une seule. Il y avait aussi le renversement de Saddam Hussein, et la mise en place d'institutions démocratiques. Le dictateur de Bagdad a été effectivement chassé du pouvoir, mais le régime qui va lui succéder dans les semaines et les mois qui viennent risque fort de ne pas être plus soucieux de la démocratie que celui qui vient de s'écrouler.

Les premières mesures prises par les autorités américaines sont à cet égard significatives. C'est une administration directe par un général américain, Jay Gardner, un réactionnaire de la plus belle eau comme il se doit, qui va d'abord être mise en place, pour une durée indéterminée. Et pour prendre éventuellement la relève, le gouvernement américain a sorti de son chapeau un politique « irakien », Ahmed Chalabi, dont la biographie est tout un programme : un homme qui a quitté l'Irak il y a près de quarante-cinq ans, un nostalgique du régime monarchique qui fut alors renversé, en 1958 (et qui n'avait rien de démocratique), un banquier véreux, condamné pour malversations en Jordanie.

La remise en service de la police irakienne par les autorités militaires américaines est elle aussi tout un symbole : après avoir laissé les pillages se développer sans intervenir pendant plusieurs jours, ce qui ne pouvait manquer de susciter dans la population une aspiration au rétablissement de l'ordre, ces

autorités ont lancé un appel aux membres de l'ancienne police pour qu'ils reprennent du service, et pas seulement aux sous-fifres. Un général, des colonels, qui furent tous les instruments de la dictature de Saddam Hussein, ont bien vite retrouvé leurs fonctions avec la bénédiction de l'oncle Sam.

Dans le jeu de cartes orné des photographies des dignitaires du défunt régime que les généraux américains ont complaisamment exhibé, il n'y en avait que 52. Cela laisse encore un large choix de profiteurs et de tortionnaires en tous genres recyclables par les responsables américains.

Ceux-ci espèrent aussi trouver des interlocuteurs utilisables parmi les musulmans chiites qui ont eu à souffrir du régime de Saddam Hussein. Mais ce n'est évidemment pas dans le petit peuple, mais parmi les membres du clergé, dont certains rêvent d'une « république islamiste » à l'iranienne, qu'ils essaient d'en trouver. Et si ces gens-là parviennent un jour au pouvoir, ce ne sera évidemment pas non plus un progrès pour le peuple irakien.

Mais de tout cela, les dirigeants américains n'ont cure. Les libertés démocratiques en Irak, ils n'en avaient rien à faire. Ils l'avaient prouvé en choyant pendant des années le régime de Saddam Hussein. La seule chose qui leur importait était de mettre la main sur le pétrole irakien. Ils n'ont pas reculé pour cela devant une guerre qui a fait on ne sait combien

de victimes civiles, ni devant la destruction de toutes les infrastructures d'un pays. Ils ne reculeront pas plus devant la mise en place d'une nouvelle dictature, si celle-ci s'avère le meilleur moyen de protéger leurs intérêts.

Ce cynisme n'est pas propre aux dirigeants américains, ou aux dirigeants anglais. Si Chirac et Raffarin sont aujourd'hui dans ce que les journaux appellent le « camp de la paix », c'est parce que les intérêts de TotalFinaElf ne sont pas ceux d'Esso, de Shell ou de BP. Mais combien de vies humaines a coûtées, lors de la guerre d'Algérie, alors même que l'indépendance de ce pays était inéluctable, la volonté du gouvernement français de conserver le Sahara et ses ressources pétrolières ?

Chirac insiste toujours sur le fait que malgré les divergences qui l'opposent, en paroles, à Bush et à Blair à propos de l'Irak, ces derniers restent ses alliés, parce qu'il voudrait bien qu'ils le soient dans le partage du pétrole. Les uns et les autres représentent de la même manière les intérêts des grandes sociétés qui dominent l'économie, et ils ont la même absence de scrupules, y compris vis-à-vis de leur propre peuple, quand ces intérêts sont en jeu.

Arlette LAGUILLER

**RÉUNION PUBLIQUE
avec ARLETTE LAGUILLER
STRASBOURG**

**Mercredi 14 mai à 20 heures
Palais des Congrès
place de Bordeaux**

21 avril 2002, les dirigeants de la gauche faisaient plébisciter Chirac

PAS DE QUOI SE VANTER !



Un an après le 21 avril 2002, le bilan, puisque la mode est aux bilans, est tel qu'on pouvait le prévoir.

Il y a un an, face au duel opposant Chirac à Le Pen, les dirigeants des partis de la gauche plurielle expliquaient, jouant sur l'émotion de leurs électeurs, qu'il n'y avait plus qu'un seul recours pour faire rempart à Le Pen : c'était de voter pour Chirac. Ce dernier, nous assuraient-ils en chœur, se trouverait de la sorte lié par une sorte de « contrat moral » qui le contraindrait à prendre en compte les exigences de l'électorat de gauche.

On a donc eu le candidat Chirac, qui avait recueilli le score le plus médiocre de tous les candidats arrivés en tête au premier tour de toutes les élections présidentielles, élu comme jamais président de la V^e République ne l'avait été.

On a tendance aujourd'hui à escamoter cet épisode, pourtant déterminant pour comprendre la suite. Pas seulement parce que cela permet à un démagogue comme Sarkozy de dire à ses détracteurs que sa politique a été « approuvée à plus de 80 % par les Français », mais aussi parce que cela a accrédité l'idée que l'option Chirac était une garantie que l'on aurait le « moins pire ».

On nous disait à l'époque qu'il valait mieux choisir

« l'escroc que le facho ». On a eu « l'escroc ». Mais en la circonstance, l'escroquerie n'est pas venue de Chirac, mais des dirigeants politiques de la gauche, les Hollande, les Hue, les Mamère, pour ne citer que les plus en vue.

Car la suite fut malheureusement sans surprise. Ce ne fut pas Chirac qui trompa son monde. Homme de droite, il mit en place un gouvernement de droite, appliquant ouvertement et sans complexe la politique de la droite. Une politique symbolisée par des gestes et surtout par des mesures, toutes sans exception destinées à satisfaire le patronat et à séduire la fraction de l'électorat qui l'intéresse, y compris celle se situant la plus à droite. On a vu, geste hautement symbolique, Raffarin, à l'assemblée générale du Medef, applaudir Seillière reprochant au gouvernement de ne pas aller assez vite en besogne dans le démantèlement des régimes de retraite. Et le gouvernement n'a pas traîné dans ce domaine comme dans d'autres.

Il s'applique à mettre sur pied ses projets anti-ouvriers, anti-populaires, encourageant les riches, les capitalistes, les financiers à s'enrichir au plus vite, y compris en supprimant des emplois à la pelle. Et les patrons, qui n'avaient déjà pas besoin qu'on les encourage, s'en donnent à cœur joie.

On a vu Sarkozy faire du Le Pen pour, ose-t-il prétendre, « couper l'herbe sous les pieds de l'extrême droite ». Curieuse façon de s'opposer à l'extrême droite que de mettre en place sa politique.

Oui, c'est bien la droite, fière de l'être, qui gouverne aujourd'hui, sans se sentir moins liée par un prétendu contrat « du 21 avril » avec la gauche et ses électeurs.

D'ailleurs pourquoi se gênerait-elle, alors qu'elle a bénéficié de la caution des politiciens dits de gauche ? C'est la caution du lendemain du 21 avril, mais aussi celle que lui décernent en quasi-permanence les dirigeants socialistes et ceux des partis de l'ex-gauche plurielle. Nombre de mesures que la droite prend aujourd'hui ont été préparées par le gouvernement précédent. Combien de fois n'a-t-on pas entendu tel membre du gouvernement Jospin déclarer que les décisions du gouvernement Raffarin avaient été préparées par lui ? Daniel Vaillant, par exemple, a félicité à plusieurs reprises son successeur Sarkozy pour avoir finalisé les dossiers qu'il avait préparés. Et il en va de même dans d'autres domaines, celui des retraites ou des restrictions des remboursements des soins par exemple. Fabius, Strauss-Kahn revendiquent plus ou moins discrètement la paternité de nombre de décisions que prépare l'actuel gouvernement.

On a qualifié le 21 avril 2002 de « séisme politique ». Certes, les résultats de ce premier tour de l'élection présidentielle ont bouleversé la donne. Ils ont coupé court à des ambitions, ils ont perturbé le jeu des combinaisons surtout à gauche, mais aussi à droite. Dans le même temps, s'ils ont reflété l'état de l'opinion, la déception, le rejet par une fraction importante de la population laborieuse de ces politiciens qui prétendaient représenter ses intérêts, ils ont aussi, par contre-coup, contribué à accentuer cette déception et la démoralisation dans les milieux populaires. Et le choix des dirigeants de cette gauche de se mettre à plat ventre devant Chirac et la droite n'a certes pas contribué à clarifier la situation et à ouvrir des perspectives sérieuses aux classes laborieuses.

Il est frappant à cet égard que leur unique préoccupation aujourd'hui soit de discourir en

long et en large, sur les alliances, les combinaisons qui leur permettraient, non pas de redevenir la majorité - la situation n'autorise pas de telles espérances - mais de conserver des postes d'élus. Sans trouver de réponses à leurs interrogations. D'autant que, depuis que le gouvernement Raffarin a voté de nouvelles règles régissant les scrutins, les voies électorales leur sont d'un accès plus difficile.

Et si le 21 avril a été un séisme, quel mot faut-il utiliser pour parler de ce qui se passe aujourd'hui en Irak ? Quel mot faut-il choisir pour parler du sort des salariés à qui on annonce qu'ils n'ont plus de travail ? Des séismes, des vrais, il y en a tous les jours, mais d'une autre gravité que ceux dont parlent les politiciens et les journalistes. Et c'est ceux-là et la façon d'y riposter qui doivent avant tout nous préoccuper.

Jean-Pierre VIAL

UNE DATE À RETENIR :
(week-end de la Pentecôte)
les 7, 8 et 9 juin
FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
à Presles (Val-d'Oise)

ACHETEZ VITE VOTRE CARTE D'ENTRÉE

La carte d'entrée coûte 12 euros sur place pour les trois jours, et 8 euros pour la dernière journée. Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 8 euros seulement.

20 % DE RÉDUCTION AVEC LES BONS D'ACHAT QUE VOUS ACHETEZ D'AVANCE

Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons d'achat vendus 8 euros, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 euros dans la fête. A ne pas manquer.

Voici l'adresse de notre journal où vous pouvez adresser vos commandes :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18
Chèques : à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE

Affaire Elf

Lundi 14 avril, l'audience du procès Elf était consacrée aux dépenses personnelles de l'ex-PDG, Le Floch-Prigent, prises en charge par le groupe pétrolier.

Dans une audience antérieure, l'ex-PDG avait bien voulu admettre que le groupe pétrolier disposait d'une « caisse noire » destinée à financer les hommes politiques. Mais il prétendait en ignorer les détails et renvoyait les juges à ses adjoints Sirven et Tarallo.

D'où un certain malaise à cette audience où l'ex-PDG était placé face aux « dépenses personnelles » consenties en sa faveur par le groupe industriel.

Il est notamment question d'un hôtel particulier situé dans le 16^{ème} arrondissement de Paris, rue de la Faisanderie (la bien nommée !), d'une surface de plus de 800 m² et doté d'un jardin de 300 m². C'est que, voyez-vous, l'appartement antérieur, destiné au précédent PDG d'Elf, n'avait que 300 m² et était

LA CAISSE NOIRE DE L'OR NOIR

bien trop petit pour organiser des réceptions et recevoir ministres, clients et partenaires du groupe Elf.

Pour tenter de masquer ce qui relevait de l'abus de bien social, la vente a été réalisée au travers d'une série d'intermédiaires, dont quelques-uns se renvoyaient la balle au cours de l'audience. Il en a coûté un peu plus de 9 millions de dollars (ou d'euros) au groupe Elf, réglés sur les fonds secrets de Sirven. Et, bien sûr, il a fallu aussi y faire quelques menus travaux - 700 000 francs pour l'aménagement d'une cuisine, notamment - réglés également par Elf. Par la suite, cet hôtel particulier a servi de commission « en nature » à Bongo, le président du Gabon, vieil homme de paille du trust pétrolier.

La prochaine audience devait examiner les frais engagés pour une résidence secondaire en Normandie, ainsi que la prise en charge des frais de divorce de l'ex-PDG, compre-

nant une pension alimentaire mensuelle de 30 000 francs versés à son ancienne compagne, une mise à la disposition de celle-ci d'un capital de 19 millions de francs et un appartement à Londres, le tout avec la bénédiction de Mitterrand car, a expliqué l'ex-PDG, il fallait acheter le silence de son épouse informée du fonctionnement des coulisses du groupe.

Comme on le voit, les grands groupes industriels qui prêchent à leurs employés les vertus de l'austérité salariale font montre d'une grande mansuétude vis-à-vis de leurs collaborateurs haut placés, pour qui rien n'est apparemment ni trop beau ni trop cher. Jusqu'à même prendre en charge les dépenses nécessaires pour permettre au PDG et à son épouse de se quitter bons amis. Avec cet exemple, qu'on ne vienne plus dire que le groupe Elf, aujourd'hui TotalFinaElf, ne fait rien sur le plan social !

J. F.

Déclarations gouvernementales, rapport de la Cour des comptes...

FACE À L'OFFENSIVE CONTRE LES RETRAITES LE MONDE DU TRAVAIL DOIT RIPOSTER AVEC FORCE

Vendredi 11 avril le gouvernement a présenté aux confédérations syndicales une partie de son plan d'attaque contre les retraites. Il s'attaque aussi bien aux droits pour pouvoir bénéficier d'une retraite pleine et entière dans le public que dans le privé, prévoit une augmentation des cotisations et une diminution, pour tous, du montant des pensions versées.

Les seuls qui sont totalement épargnés dans ce prétendu « plan de sauvetage » des retraites, qui est en réalité un plan de liquidation, sont les patrons. Pas un euro, pas un centime de contribution supplémentaire n'est demandé à ceux-ci qui emmagasinent les profits par milliards sur l'exploitation forcenée des ouvriers, employés et techniciens, et qui aujourd'hui jettent les salariés à la rue par milliers pour accroître encore leurs marges bénéficiaires.

LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX

Froidement, les représentants des ministres du Travail et de la Fonction publique ont ainsi annoncé :

Pour le secteur public :

- le passage en quatre ans, de 2004 à 2008, du temps de cotisations obligatoire de 37,5 années à quarante années, pour la Fonction publique et les secteurs publics comme la SNCF ;
- le passage du taux de cotisation de ces derniers de 7,85 % du salaire brut à 10,35 %, soit une augmentation de cotisations de 31,85 % et une baisse du salaire réel de 2,5 % ;
- une modification du calcul des pensions, revues à la baisse.

Pour le secteur privé (et le secteur public) :

- à partir de 2008, une fois le secteur public ramené à 40 ans de cotisations, le passage de



tout le monde à 42 ans de cotisations obligatoires, avec une révision à la hausse tous les cinq ans de ce temps « en fonction de l'évolution de l'espérance de vie » ;

- une nouvelle baisse des montants des pensions versées, alors que les modifications instaurées par Balladur en 1993 sont en train de faire baisser le montant des pensions de 20 à plus de 30 % par rapport à la période précédente. Cette baisse des pensions est chiffrée à 1,7 milliard d'euros par an en 2020.

Pour montrer qu'il ne s'agissait là que de premières annonces, les représentants du gouvernement ont tenu à déclarer que ces mesures étaient notoirement insuffisantes car elles ne financeraient qu'aux deux tiers les besoins. Il faudrait, selon le gouvernement, encore trouver 10 milliards d'euros d'économie supplémentaires à faire sur le dos des travailleurs et des retraités.

UNE ATTAQUE EN PROFONDEUR

Eh bien non, mille fois non ! Les mensonges et la provocation ne doivent pas l'emporter. L'attaque sur les retraites fait partie de l'ensemble des attaques contre le revenu des couches laborieu-

ses entreprises par ce gouvernement et ceux qui l'ont précédé. La réalité, c'est que depuis plus de vingt ans, la part des salaires, retraites comprises, n'a fait que baisser pendant le même temps. Les profits augmentent et prospèrent. Les gains de productivité considérables réalisés depuis ont bénéficié aux seuls gros actionnaires et au patronat... Celui-ci s'enrichit, grâce à l'État, en payant toujours moins pour les droits sociaux des travailleurs qui l'enrichissent par leur seul travail. Moins de cotisations pour les retraites, le chômage, la santé, toujours plus de profits et toujours moins d'impôts pour les entreprises et les classes riches et, au contraire, des milliards par centaines distribués sous formes d'aides et cadeaux divers.

Il n'y aurait aucun problème de financement pour les retraites de tous, et à un niveau correct, si l'on payait des salaires corrects avec les cotisations maintenues à ce qu'elles étaient, si les patrons et l'État payaient ce qu'ils devaient, si l'on mettait fin aux cadeaux de l'État aux entreprises et si l'on rétablissait le taux des impôts sur les sociétés d'il y a vingt ans. Les profits et la bonne santé des entreprises n'ont pas servi la collectivité, ils ont simplement permis qu'une minorité de gros actionnaires accumule des fortunes et pousse le monde vers la faillite avec une spéculation effrénée.

En se battant avec la dernière énergie contre les plans gouvernementaux au bénéfice du patronat, les travailleurs ne défendront pas qu'eux-mêmes, ne lutteront pas seulement pour un minimum de justice, ils lutteront pour les intérêts de toute la collectivité.

D'ailleurs, le gouverne-

ment lui-même laisse entendre que cela fait bien partie d'un plan plus général visant à appauvrir la population laborieuse et lui reprendre tous ses droits. Car déjà est annoncé le prochain volet de ce plan, celui qui devrait toucher à l'automne la Sécurité sociale en visant à réduire l'essentiel de la couverture de santé existant encore aujourd'hui.

LA RIPOSTE NÉCESSAIRE

Dans cette affaire, la préoccupation du gouvernement et des patrons n'est en aucune façon de garantir les droits futurs des salariés à une juste retraite. On vient d'annoncer une très forte augmentation des mises en préretraite opérées par le patronat avec les fonds de l'État, pour atteindre le chiffre record de 18 000 par trimestre. Les patrons n'ont aucune intention d'avoir des salariés de plus de soixante ans dans leurs entreprises demain. Aujourd'hui ils ne veulent même pas ceux de plus de 56 ans, voire de 50 ans, trop usés à leurs yeux. L'augmentation de la durée de cotisation vise sur-

tout à diminuer le niveau réel des retraites. Ce qu'on nous prépare, c'est simplement la détresse et la misère pour tous ceux qui seront rejetés par ce système de fous, où les parasites sont les rois.

Pour garantir leurs droits et leur avenir, les travailleurs devront surtout compter sur leur détermination. Il faudra se saisir de toutes les occasions de protestation proposées par les confédérations syndicales. Mais ce ne sera pas suffisant, car on est loin pour le moment de voir se mettre sur pied un plan de riposte à la hauteur des enjeux, d'autant plus qu'il y a ceux qui, comme les dirigeants de la CFDT et d'autres, ont fait des offres de service au gouvernement, pourvu qu'on leur laisse la place et les miettes qu'ils attendent.. Le temps des conciliabules est terminé, voilà venu le temps où le monde du travail doit compter sur toutes ses forces pour renvoyer dans les cartons les plans de régressions du gouvernement et des patrons.

Paul SOREL

QUAND LA COUR DES COMPTES FAIT SA CHASSE AUX « PRIVILÉGIÉS »

À peine l'annonce du plan gouvernemental, en forme de véritable déclaration de guerre au monde du travail, était-elle faite, que très à propos la très réactionnaire Cour des comptes faisait connaître, par des indiscretions calculées, le contenu d'un rapport préparé sur les retraites des salariés du secteur public. Ces messieurs - grassement payés par les finances publiques à ne pas faire grand-chose, dans ce lieu où l'on envoie d'anciens ministres en mal de sinécure se refaire une santé financière - n'ont pas hésité à traiter de « privilégiés » une bonne partie des salariés de la fonction publique. Ils dénoncent notamment 158 000 instituteurs, 120 000 personnels des lignes de France Télécom, les facteurs et employés des

centres de tri à La Poste, 35 000 agents de l'équipement, ceux qui en particulier interviennent sur les routes. Autant de métiers difficiles, ô combien utiles à tous, et particulièrement mal payés. Il leur est reproché d'être comptés dans les services actifs, ce qui est une réalité, et par suite de bénéficier de certains droits à un départ anticipé.

Mais les inutiles de la Cour des comptes ne se sont pas émus une seconde des grasses retraites données aux militaires galonnés, après quelques petites années à user leur pantalon dans leurs bureaux d'officiers supérieurs. Pas plus que des prébendes offertes aux hauts fonctionnaires. Mais il est vrai qu'ils seraient alors dans le lot.

P.S.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

LES RETRAITES : faire face à l'attaque qui se prépare contre la classe ouvrière

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

L'IRAK, ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

Prix : 1,5 euro par brochure.
Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

ATTAQUE GÉNÉRALE ET RÉPONSES DISPERSÉES

Différentes catégories de l'Éducation nationale, des emplois jeunes, des surveillants (maîtres d'internat, surveillants d'externat et aides-éducateurs dont le poste est supprimé), des personnels ATOSS, des conseillers d'orientation ou infirmières (150 000 salariés à qui le gouvernement veut imposer le transfert de l'Éducation Nationale aux régions), des professeurs, des instituteurs et autres personnels de l'enseignement (dont les effectifs et les budgets sont attaqués), réagissent et parviennent ici ou là à manifester ensemble, localement et parfois régionalement. Et même à s'adresser aux autres salariés de la fonction publique, voire du privé.

Nulle part les directions syndicales n'ont été vraiment à l'initiative de ces mouvements. Inquiètes cependant de cette agitation à la base, à la fin de la semaine dernière les cinq principales fédérations de l'Éducation ont fini par appeler à une journée de grève nationale le 6 mai. Qui plus est, devant la méfiance et le rejet de plus en plus ouvert de ceux qui se sont lancés dans les mouvements « reconductibles », par lassitude des journées d'action à répétition, la Fédération syndicale unitaire (FSU, première organisation du secteur), souligne cette fois que l'appel du 6 mai « n'est pas lancé juste pour 24 heures », que les syndicats se reverront le soir même pour décider de reconduire éventuellement leur mouvement. Il y a fort à parier qu'ils s'y résigneront seulement s'ils craignent que la base ne leur passe par-dessus la tête.

Au-delà des problèmes propres à l'enseignement – mais qui rejoignent des préoccupations générales comme l'emploi, la précarité, les salaires – c'est aussi pour défendre les retraites que le personnel de l'Éducation Nationale réagit. Comme toute la fonction publique – largement représentée dans les cortèges du 3 avril – refusant de voir le nombre d'annuités passer de 37,5 à 40. Les attaques sur la durée de cotisation mais aussi sur le montant des retraites visent en fait tous les travailleurs, du public comme du privé, et pourraient être la mèche mettant le feu aux poudres pour un mouvement d'ensemble.

Les concertations entre gouvernement et syndicats se poursuivent

jusqu'au 22 avril, le ministre des Affaires sociales, François Fillon, devrait profiter de son passage dans l'émission « 100 minutes pour convaincre » sur France 2 le 24 avril pour présenter son projet directement. Raffarin sera lui à la télé le 5 mai. Et le 7 la réforme sera présentée en Conseil des ministres pour être finalisée le 28 mai. Elle sera présentée au Parlement milieu juin et votée en juillet, juste pour passer au moment des vacances ! Ca devient une tradition.

L'agenda des plans antisociaux du gouvernement est clairement un véritable plan de guerre. On ne peut en dire autant de l'agenda des réactions syndicales ! Depuis la dernière manifestation sur les retraites – un succès pourtant plus important que le 1^{er} février, au moins dans le secteur public – les syndicats ne sont pas pressés d'organiser la suite. A part le 1^{er} mai – placé sous le signe de la défense des retraites mais traditionnel quand même – Thibault a lancé la proposition d'une nouvelle journée d'action et de manifestation... pour la fin du mois de mai !

L'enjeu est pourtant d'importance. Après les retraites, le gouvernement Raffarin annonce déjà pour l'automne une remise en question de la Sécurité sociale (assurance maladie partiellement remplacée par des assurances complémentaires). Il prévoit la diminution des effectifs et des salaires de la fonction publique, une attaque sur le salaire minimum, sans compter d'autres modifications du code du travail.

Seul un mouvement de l'ensemble des travailleurs, pourrait casser tous ses projets et les lui faire remballer, comme à Juppé en 1995. Les organisations révolutionnaires ont la capacité de s'adresser à l'ensemble du mouvement ouvrier et de proposer dès maintenant ce qui leur semble le meilleur moyen d'unifier toutes ces luttes par un mouvement « tous ensemble », pour une véritable réponse aux aspirations essentielles des travailleurs.

Robert PARIS

Convergences Révolutionnaires n° 26 (mars-avril 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur les États-Unis en guerre contre l'Irak, contre les peuples, contre leur peuple.
- Des articles : la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient et en Côte-d'Ivoire ; les enjeux du congrès CGT ; la recrudescence du chômage ; les suppressions d'emplois à la SNCF, dans l'Éducation nationale et à Arcelor.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 – 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 – 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Irak

L'IMPÉRIALISME FERA-T-IL LE LIT DES AYATOLLAHS ?

Maintenant que Saddam Hussein est tombé, Bush est pressé de donner une apparence de légitimité à son occupation militaire de l'Irak. C'est dans ce but qu'a été organisée à Nassiriya, le 15 avril, une conférence réunissant des dignitaires irakiens sous la houlette de Jay Garner, cet ex-général américain chargé de présider à la mise en coupe réglée du pays. Après une journée de débats plutôt houleux, les participants se sont séparés sur une vague déclaration de principe appelant, en particulier, à coopérer avec les forces d'occupation pour rétablir l'ordre, et annonçant une autre conférence pour les semaines à venir.

Oubliés les beaux discours sur la nécessité que la population irakienne forge l'« après-Saddam ». A Nassiriya celle-ci n'a pas eu voix au chapitre. Les autorités américaines avaient pris soin de trier sur le volet leurs invités, en y incluant en particulier nombre de chefs tribaux – des notables devenus gros propriétaires fonciers et souvent dignitaires du parti Baas par la grâce de Saddam Hussein – ce que certains ont dénoncé avec indignation, tel cet opposant cité par le journal *Le Monde*, comme un retour « à l'ère des allégeances tribales, alors même que les chefs de tribu étaient précisément, au niveau local, l'un des instruments du pouvoir de la dictature ».

Du côté de l'opposition à Saddam Hussein, seuls participaient les partis kurdes PDK et UPK, le Congrès National Irakien, plus connu comme « l'opposition en habit de soie » – qui regroupe des factions sans réelle base

sociale sur la base d'un clientélisme sonnante et trébuchante vis-à-vis de Washington (et encore son porte-parole, le banquier véreux, Ahmed Chalabi, avait-il tenu à marquer des distances en refusant d'y participer en personne) – et un groupement monarchiste rival qui aurait les faveurs de Londres.

En revanche nombre de courants de l'opposition à Saddam avaient choisi le boycott ou avaient été écartés d'emblée – dont les trois principales formations qui prétendent représenter les musulmans chiites, le Mouvement de l'Entente Nationale qui réunit d'anciens officiers de l'armée irakienne et le Parti Communiste Irakien. Ces formations ayant toutes condamné l'intervention anglo-américaine, elles ne sont évidemment pas en odeur de sainteté à Washington.

Mais que cette conférence ne soit pas représentative de la population, et de loin, importait sans doute fort peu aux dirigeants américains. Car leur but, à ce stade, est avant tout la constitution d'une autorité irakienne fantoche qui donne sa caution à l'occupation militaire et puisse servir d'exécuteur de basses œuvres. C'est bien pour cela qu'ont été conviés tous ces ex-dignitaires de la dictature. Qui mieux qu'eux peuvent garantir aux États-Unis la coopération de l'ancien appareil d'État de la dictature contre la population ? Sans doute cet appareil d'État s'est pratiquement écroulé dans le cours des combats. Mais les forces d'occupation cherchent maintenant à le reconstituer. De toute évidence, les policiers irakiens qui ont repris du service à Bagdad et à Bassora seront suivis de bien d'autres.

Néanmoins l'invasion anglo-américaine a ouvert une boîte de Pandore qui peut donner lieu à bien des explosions. L'écroulement de la dictature a ouvert la voie à des forces qui font leur fonds



La police de Bagdad reprend du service sous l'aile protectrice de l'armée américaine.

de commerce des antagonismes ethniques et religieux attisés par des décennies de dictature. C'est ce que l'on peut voir depuis la chute du régime. Des milices armées sont apparues, les unes pour assurer l'auto-défense d'un quartier contre les pillards, les autres dans le but plus ou moins avoué d'imposer la loi d'une faction ou d'une autre sur la population. Elles correspondent sans doute à une nécessité ressentie par la population. Mais la plupart semble avoir été constituée de fait sur des bases ethniques ou religieuses – sunnites contre chiïtes à Bagdad, Turkmènes ou Arabes contre Kurdes à Kirkouk et Mossoul, etc.

En particulier, les hiérarchies religieuses, sunnite mais surtout chiïte, ont pu bénéficier des positions que la dictature leur avait laissé occuper sur le terrain pour s'engouffrer dans le vide étatique créé par son effondrement. C'est ainsi que, par exemple, à en croire ce que rapporte la presse, ce sont les milices mises en place par les mosquées qui

contrôlent le gigantesque quartier de taudis de Saddam City, à Bagdad, un quartier à majorité chiïte où vit un cinquième de la population de la capitale. Mais cette hiérarchie religieuse est elle-même divisée en de multiples factions dont les rivalités commencent déjà à se traduire par des surenchères et des règlements de compte sanglants.

L'opposition rencontrée par les tentatives des forces anglo-américaines de mettre des hommes à leur solde aux postes de commandement montre que la population est loin d'accepter l'occupation militaire sans résistance. C'est ainsi qu'à Bassora, la nomination d'un chef tribal et ancien général de Saddam comme gouverneur de la ville par les Britanniques a provoqué de violents affrontements. La même chose s'est produite à Mossoul, à ceci près que là les troupes américaines ont tiré dans la foule, faisant douze morts et des dizaines de blessés. Et au vu des manifestations qui ont salué la conférence de Nassiriya, on peut s'attendre à bien

d'autres manifestations et sans doute bien d'autres victimes.

Dans ce contexte, l'invasion anglo-américaine, loin de « libérer » la population irakienne, risque de la pousser dans les bras de forces réactionnaires, en particulier des factions de l'intégrisme islamiste. Auquel cas, la guerre de Bush n'aura fait que substituer à Saddam Hussein la dictature obscurantiste des ayatollahs - mais il est vrai que l'impérialisme est coutumier du fait, comme on l'a vu en Afghanistan.

A moins, bien sûr, qu'émerge des rangs et des traditions politiques du prolétariat irakien un courant qui se situe sur le terrain des intérêts communs des masses pauvres, face à l'impérialisme comme aux forces réactionnaires qui veulent se servir d'elles, seul terrain qui puisse les unir en leur permettant de surmonter les antagonismes ethniques et religieux. C'est ce que l'on doit souhaiter.

F. R.

Au sommaire de lutte de classe n° 72 (avril 2003)

● Irak

- La guerre de brigandage impérialiste
- Dans la continuité d'un siècle de politique de domination impérialiste au Moyen-Orient
- Eldorado et zone d'affrontement des puissances impérialistes
- La Turquie et le conflit irakien

● France

- Le congrès de la CGT

● Tribune de la minorité

- Guerre contre l'Irak et rivalités impérialistes

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

APRÈS L'IRAK, LA SYRIE ?

Les ruines des villes irakiennes bombardées sont encore fumantes que déjà on a pu entendre les dirigeants américains, relayés par leurs alliés britanniques et israéliens, multiplier les déclarations menaçantes à l'encontre du régime syrien, accusé d'avoir donné asile aux dignitaires irakiens en fuite.

Sans honte aucune, Bush et ses comparses ont également affirmé que les fameuses armes de destruction massive qu'ils n'ont toujours pas trouvées en Irak seraient en fait détenues par la Syrie, où le gouvernement de Saddam Hussein les aurait entreposées avant sa chute.

Le prétexte était déjà grossier en ce qui concerne l'Irak. Mais ça ne fait rien, les dirigeants américains vont le resservir maintenant à propos de la Syrie. Celle-ci est qualifiée de « nation agressive » qui représenterait une menace... quelques jours après que les « armes de destruction massive », des États-Unis, les seules qu'on ait vues à l'œuvre jusqu'à présent, ont montré en Irak quelle menace elles peuvent représenter.

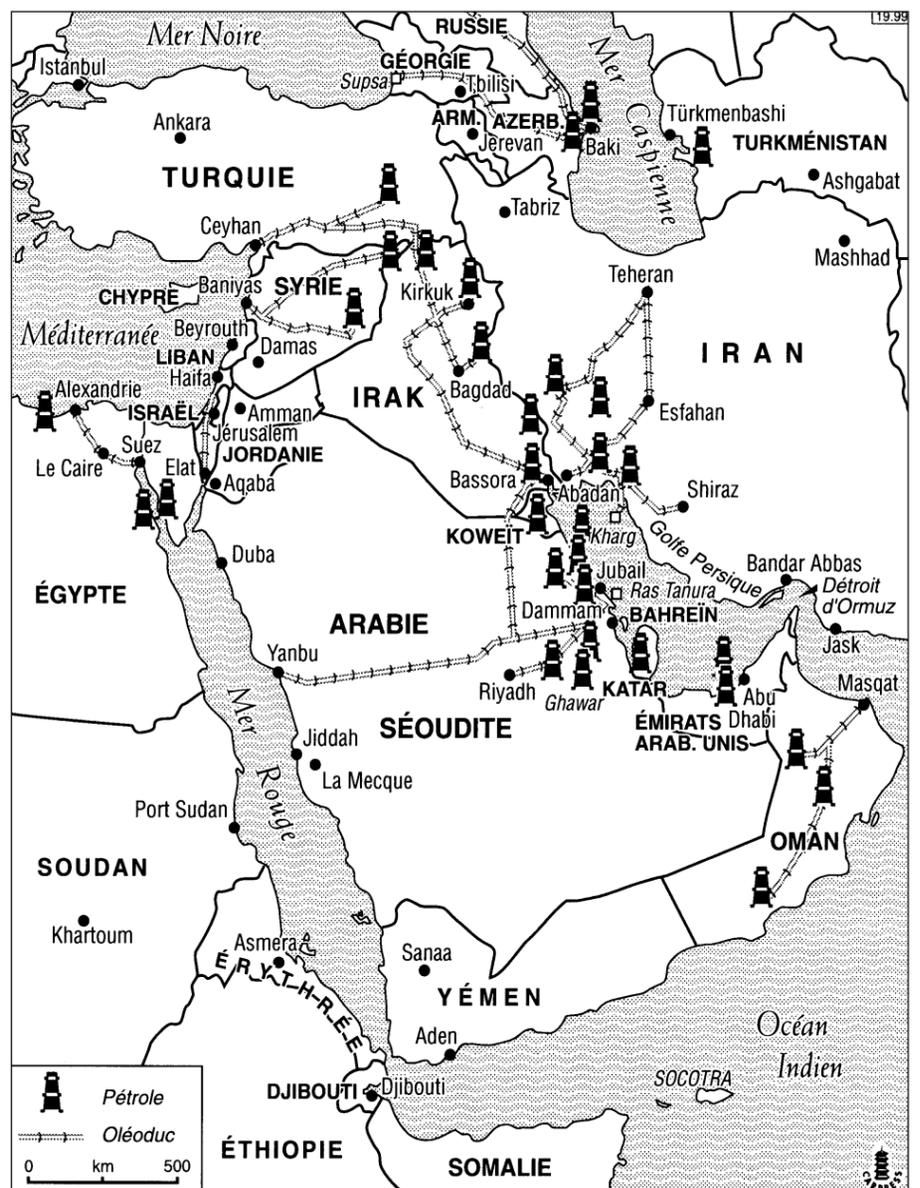
On a l'habitude de voir les dirigeants américains brandir une menace extérieure et l'imaginer quand elle n'existe pas. Depuis plus d'un an, l'Irak de Saddam Hussein tenait la première place dans ce rôle peu enviable. Celui-ci écrasé, Bush a besoin d'un nouvel ennemi à désigner, et cela semble donc devoir être la Syrie, sans que les dirigeants américains semblent gênés par le ridicule qu'il y a à se prétendre menacés par ce petit pays de 17 millions d'habitants qui n'a même pas les richesses pétrolières de l'Irak ; ils estiment que les moyens de propagande américains

sont suffisamment forts pour donner de la crédibilité aux assertions les plus ridicules, comme on l'a vu avec celles sur la « menace » prétendue de l'Irak, qui aurait abrité la « quatrième armée du monde », et autres sornettes.

Bien sûr, il y a d'abord dans ces déclarations des menaces vis-à-vis de la Syrie, dont le gouvernement est prié par les États-Unis de se montrer « coopérant », en particulier en fermant sa frontière avec l'Irak et en ne permettant pas aux rescapés du régime de Saddam Hussein de trouver asile chez elle. Mais on a vu dans le cas de l'Irak qu'un gouvernement peut se montrer « coopérant » avec les instances internationales, voire avec les États-Unis eux-mêmes, sans que cela le mette à l'abri d'une attaque si ceux-ci ont décidé de toute façon de s'y livrer.

Le régime syrien, tout comme celui de Saddam Hussein en son temps, n'a jamais manqué de démontrer sa disponibilité à servir les intérêts de l'impérialisme. Son intervention militaire au Liban par exemple, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, avait pour but de mettre au pas les Palestiniens et les milices de la gauche libanaise, et accessoirement de montrer que la Syrie pouvait être un facteur d'ordre, méritant bien qu'Israël lui rende les hauteurs du Golan, occupées lors de la guerre de 1967. Mais rien n'y a fait : tout cela n'empêche pas Israël de refuser obstinément de rétrocéder le Golan, tandis que périodiquement des campagnes de la presse occidentale reprochent à la Syrie sa présence au Liban.

Aujourd'hui, la Syrie est cernée de tous côtés par des régimes alliés des États-Unis : la Turquie au Nord, l'Irak occupé à l'Est, la Jordanie et



Israël au Sud. Dans leurs rêves de « remodeler » le Moyen-Orient, les États-Unis et aussi Israël peuvent estimer le moment propice pour se débarrasser d'un régime qui, entre la Méditerranée et Bagdad, apparaît comme le dernier à ne pas être assez « coopérant ».

Alors il n'est nullement exclu que, après ce que les dirigeants américains

considèrent comme un succès de leur aventure militaire en Irak, ils choisissent de le prolonger par une expédition contre la Syrie. Pour le moment, on en est aux menaces : mais après ce qui s'est produit en Irak, on sait où elles peuvent mener, quelle que soit d'ailleurs l'attitude qu'adoptera le régime de Damas.

Jean RAYNARD

Il n'aura pas fallu bien longtemps pour que les médias et dirigeants occidentaux oublient leur hypocrite sollicitude passée envers le peuple irakien pour se retourner contre lui au nom d'une vertueuse condamnation des scènes de pillage qui ont marqué la chute du régime de Saddam Hussein.

Comme si les véritables pillards n'étaient pas, d'abord, ces bourgeoisies impérialistes nanties qui, après avoir fait ou laissé assassiner des milliers d'Irakiens sous prétexte de renverser un dictateur qui ne leur convenait plus, après avoir transformé les habitations de milliers de foyers en amas de gravas et privé les millions d'habitants des zones urbaines d'électricité et d'eau potable, commencent déjà à se battre comme des vautours pour se partager les dépouilles du pays vaincu !

Pour une part au moins, les scènes de pillage de ces derniers jours n'ont fait que refléter la misère de toute une population – misère dont l'impérialisme est le premier responsable, d'abord parce qu'il a pillé l'Irak depuis sa formation sous la colonisa-

tion britannique, et ceci sur une tout autre échelle, puis parce qu'il a asphyxié son économie par douze années de sanctions avant de la paralyser par une nouvelle guerre d'invasion.

À Bassora, par exemple, c'est à de véritables émeutes de la faim qu'on a assisté. L'armée britannique ne faisant rien pour pourvoir aux besoins d'une population affamée par un siège en règle de trois semaines, celle-ci s'est servie elle-même en s'attaquant à tous les dépôts de nourriture qu'elle pouvait trouver, des entrepôts fermés des ONG au ravitaillement de l'armée anglaise en passant par les magasins de commerçants prospères. Cela n'a pas empêché Blair de dénoncer les émeutiers de Bassora comme des « criminels », car admettre qu'il s'agissait d'émeutes de la faim aurait été reconnaître que loin de « libérer » les populations, les troupes occidentales n'ont fait que les affamer.

À Bagdad et à Mossoul, les pillages ont revêtu un caractère, semble-t-il, plus politique, au sens où ils ont visé principalement tout ce qui pouvait passer de près ou de loin, à tort ou à raison, comme des symboles du pouvoir déchu – des ministères et ambassades jusqu'aux hôpitaux et aux musées d'État. Mais là encore, la vue de ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants s'enfuyant avec le premier objet pouvant leur tomber sous la main ne laisse guère de doute sur les motivations du plus grand nombre : sans doute se venger symboliquement de la dictature, mais aussi emporter quelque chose à vendre dans la rue, dans ces villes où, le chômage et la misère aidant, le commerce de rue est devenu le seul moyen de survivre pour toute une partie de la population.

En dehors d'exhortations à l'ordre, les troupes d'occupation ne sont pas intervenues contre

cette explosion de pillages. Sans doute, comme l'a expliqué un porte-parole de l'armée britannique, les généraux ne souhaitaient-ils pas prendre le risque de provoquer la colère d'une population qui, après avoir souffert des bombardements et autres conséquences de l'invasion, aurait bien des comptes à régler avec les forces d'occupation. Mais sans doute cette attitude cachait-elle aussi un calcul politique. Car il n'a pas fallu longtemps pour que des représentants des couches aisées de la population viennent d'eux-mêmes demander aux forces d'occupation qu'elles assurent la protection de leurs biens.

Et c'est ainsi que, tout naturellement, « pour répondre à la demande de la population », les généraux occidentaux ont fait appel aux « spécialistes » locaux du maintien de l'ordre – les anciens policiers de Saddam Hussein, ceux-là même que, il n'y a pas si longtemps, les

politiciens occidentaux dénonçaient, sans mentir pour une fois, comme des tortionnaires.

Déjà deux à trois mille de ces sbires de la dictature auraient repris du service à Bagdad et quelques centaines à Bassora. Et ils se montrent d'autant plus obéissants envers leurs nouveaux maîtres qu'ils ont plus de choses à se reprocher et donc plus de raisons de redouter que les masses pauvres ne veuillent prendre leur revanche pour les années de dictature qu'elles ont subies.

Ainsi, avant même que cette guerre soit finie et que l'ensemble du pays soit passé sous le contrôle des forces d'occupation, les masses pauvres se retrouvent de nouveau face aux sbires de la dictature, dans les mêmes uniformes, cette fois sans Saddam mais sous la protection des tanks impérialistes.

François ROULEAU

Derrière les discours sur le rôle de l'ONU

RIVALITÉS POUR LES MARCHÉS

Alors que les combats se poursuivaient, accumulant encore les morts de civils irakiens, les dirigeants des pays impérialistes qui représentent ce qu'ils appellent improprement « le camp de la paix » multipliaient les déclarations sur le rôle central de l'ONU qui serait indispensable pour la reconstruction de l'Irak.

Dès le jeudi 10 avril, le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, après s'être félicité de la chute du régime de Saddam Hussein, déclarait : « *Je souhaite que les combats s'achèvent le plus vite possible pour que l'Irak, avec l'appui de la communauté internationale, puisse s'atteler à sa reconstruction dans le respect de son unité, de son intégrité territoriale et de sa souveraineté* », et il poursuivait : « *Ensemble, il faut maintenant construire la paix en Irak et cela passe, pour la France, par un rôle central des Nations unies...* »

Le 11 avril, lors d'une réunion à Saint-Petersbourg, les

dirigeants russe, allemand et français s'accrochaient, en les présentant comme une concession américaine, aux dernières déclarations de Bush. Celui-ci avait déclaré qu'il considérait le rôle de l'ONU vital, mais, avait-il ajouté aussitôt, essentiellement dans le domaine humanitaire.

Un ballet diplomatique est en cours, de la rencontre de Villepin avec le dirigeant syrien Bachar el Assad, à celle prévue de Schröder et du Premier ministre britannique Tony Blair, et au sommet européen du 16 avril à Athènes dont l'objectif est de tenter de convaincre les États-Unis de laisser la reconstruction sous le contrôle de l'ONU. Le sort de la population irakienne ne rentre en fait en rien dans les préoccupations des Chirac, Schröder ou Blair, soucieux surtout de participer au pactole que peut représenter la reconstruction en Irak, sous contrôle de l'ONU.

Le marché de la reconstruction promet d'être très profitable en effet. La première étape de

cette reconstruction représenterait déjà un marché de 2 milliards de dollars, et la somme globale pourrait s'élever jusqu'à 25, voire 100 milliards de dollars. Mais le marché est déjà dans les seules mains américaines. Ainsi Kellogg, Brown and Root, une filiale de Halliburton, la société dont Dick Cheney, l'actuel vice-président américain, était le PDG, s'est déjà vu confier l'extinction et la remise en état des puits de pétrole irakien. La Stevedoring Services of America (SSA) s'est vu attribuer par l'USaid (l'agence des États-Unis pour une prétendue aide internationale) la remise en service et la gestion du port irakien d'Oum Qasr, seul port en eaux profondes, soit un contrat de 4,8 millions de dollars. Une grande société américaine administrerait les hôpitaux. D'autres contrats, pour près de 1 milliard de dollars, ont été confiés à des sociétés américaines pour remettre en état routes, oléoducs et raffineries parmi lesquelles les multinationales du BTP, Bechtel, Parsons, ou, encore,

Halliburton.

Ensuite viendront les contrats pétroliers, et des multinationales françaises, comme TotalFinaElf, voudraient bien obtenir qu'on leur concède une présence en Irak. De même, si Blair semble prendre quelque distance avec les États-Unis, c'est parce qu'il craint de n'avoir même que trop peu des miettes escomptées : il ne pourra pas compter sur autre chose qu'une partie de la soustraction. Derrière la scène diplomatique, c'est donc surtout une sordide guerre de contrats qui est menée par les valets des multinationales que sont les dirigeants politiques.

Après la première guerre du Golfe, de pareilles tractations avaient déjà eu lieu, déguisées avec les mêmes arguments hypocrites. Et on avait vu un Michel Charasse, le ministre socialiste du Budget d'alors, envoyé au Koweït comme démarcheur de Bouygues, Thomson et quelques autres, quémander aux émirs les contrats de reconstruction que les

industriels n'avaient pas encore pris. Les entreprises françaises avaient finalement obtenu quelques miettes. De décembre 1996 à juin 2000, elles avaient obtenu un montant cumulé de contrats pour plus de 3,5 milliards de dollars.

Voilà donc à quoi se résument toutes les déclarations et simagrées françaises, russes, allemandes, et même anglaises, sur le rôle central des Nations unies. Ce sont des simagrées d'impérialismes de seconde zone qui ne pourront au mieux que ramasser les quelques miettes que l'impérialisme le plus puissant voudra bien leur laisser, et qui ne se soucient pas plus que celui-ci du sort du peuple irakien. Car, de tous ces contrats de « reconstruction », bien peu concernent la population irakienne elle-même : il s'agit surtout des ports, oléoducs et infrastructures qui permettent aux sociétés occidentales de mettre l'Irak en coupe réglée. La population continuera à végéter dans la misère dans un pays détruit.

Aline RETESSE

L'ENJEU PÉTROLIER SE PRÉCISE

« Cette guerre n'était peut-être pas seulement faite pour le pétrole, mais prétendre que les États-Unis ont envoyé 250 000 hommes et femmes armés dans le seul point du globe où sont enfouis les deux tiers des réserves totales sans penser au pétrole est pousser le paradoxe un peu loin ». C'est ce que répond Youssef Ibrahim, ancien collaborateur du *Wall Street Journal* et du *New York Times*, et aujourd'hui directeur d'un groupe de presse spécialiste de l'or noir, à ceux qui disent que le pétrole n'est pas l'une des raisons de l'agression impérialiste anglo-américaine contre l'Irak.

Peu ou prou, l'histoire de cette matière première stratégique reste indissociable, depuis 1908, de celle du Moyen-Orient ; et il est significatif que dans le chaos engendré par l'intervention militaire, les forces des États-Unis aient cherché dès le départ à « sécuriser », selon le jargon en vigueur, les installations pétrolières. Au point qu'à peine débarquées à Bagdad, l'un des rares édifices publics qui ait retenu leur attention et reçu leur protection a justement été... le ministère du Pétrole qui chapeaute ce secteur économique ! Les pillards pouvaient bien s'en prendre aux hôpitaux ou aux musées, rien ne méritait plus d'attention, aux yeux des dirigeants américains, que... le ministère du Pétrole.

D'IMPORTANTES RÉSERVES

C'est que l'enjeu est important. Rien que pour les dix ans à

venir, certains prédisent que la consommation mondiale de pétrole devrait augmenter de 20 % et bondir à 90 millions de barils par jour contre 77 millions actuellement. Les importantes réserves dont regorge le sous-sol irakien attirent les convoitises, celles des compagnies anglo-américaines mais aussi de tous leurs concurrents, Russes (Lukoil), Français (TotalFinnaElf), Chinois (National Petroleum Corporation), etc. Au total, il n'y a pas moins de vingt compagnies pétrolières qui, ces dernières années, ont essayé de tisser des liens avec le régime irakien. Et elles s'inquiètent évidemment à l'idée que les compagnies anglo-américaines (BP, ExxonMobil, ChevronTexaco) pourraient finalement rafler la mise.

Les régions pétrolifères irakiennes sont situées à la fois au nord, dans la région kurde de Kirkouk et Mossoul, où l'on trouve surtout de vieux gisements avec encore des réserves considérables, dans le sud à Bassora (où se trouve le pectole inexploité le plus prometteur), et aussi au centre dans la région de la capitale, où les gisements sont difficiles à exploiter.

Avant la première guerre contre l'Irak (1991), la production atteignait 3,5 millions de barils/jour, pour les deux tiers concentrés dans la région frontalière du Koweït. La guerre entraîna une grande désorganisation de la production. En 1992, la production n'était plus que de 300 000 barils/jour. Il fallut attendre 1997 pour que la production atteigne un million de barils/jour et 1998 pour deux millions. Les experts estiment



que la mise en œuvre de techniques plus modernes de pompage pourrait doper la production.

L'industrie pétrolière irakienne a été nationalisée en 1972-1974. L'appel aux compagnies pétrolières remonte à 1995 où Elf (France), Lukoil (Russie) et National Petroleum Corporation (Chine) ont négocié des contrats de partage de production limités à vingt ans. Ces compagnies étaient autorisées à couvrir leurs investissements en se remboursant sur le pétrole extrait. Ce système a été remplacé, en 2000, par un système limité à douze ans, copié sur les

pratiques de l'Iran, où les compagnies fournissent les capitaux et l'État rachète tout à l'expiration de l'accord.

LES PROJETS DES COMPAGNIES

Autour de Bush, mais aussi dans certains milieux d'affaires irakiens en exil, on plaide pour sa privatisation. Dans le projet existant, on séparerait l'industrie et l'État. Puis 25 à 40 % du capital de l'entreprise irakienne seraient introduits en Bourse à Londres et New York, ce qui permettrait, selon les partisans de cette méthode, de réunir les moyens d'une relance et d'une modernisation de l'exploitation. L'État irakien ne conserverait comme lien avec l'industrie pétrolière que l'imposition et aussi des représentants siégeant au conseil d'administration. Mais ce qu'ont en tête les partisans de cette solution, c'est avant tout qu'une minorité de participation des compagnies leur assure le contrôle de l'ensemble de l'or noir d'Irak, comme c'est déjà le cas pour le pétrole d'Abou Dhabi, contrôlé à 40 % par des compagnies étrangères (BP, Total, Shell, Exxon).

Les adversaires de cette privatisation soulignent, eux, qu'elle pourrait entraîner une chaude opposition des techniciens du secteur « attachés au concept démodé de souverai-

neté sur les richesses pétrolières » et ne voudraient pas s'aliéner le soutien de ces techniciens dont la compétence a assuré jusqu'à présent aux compagnies qui traitaient avec l'Irak une récolte de pétrole à un coût très avantageux.

En tout cas, la première phase de remise en état des oléoducs et des raffineries fait partie des gros chantiers de reconstruction que se sont octroyés sans partage les États-Unis. D'autre part, ceux-ci vont placer leurs hommes à la tête de l'industrie pétrolière, afin de mettre en œuvre la seconde phase, destinée à la remise en route de l'exploitation, ce qui entraînera la création de nouveaux oléoducs, l'installation de stations de pompage, la remise en route du terminal maritime de Bassora. À ce stade, la Grande-Bretagne a l'espoir d'être associée, mais pas encore la certitude.

Ce n'est que dans une troisième phase que se fera l'ouverture aux compagnies pétrolières. Dans le but de pousser à 6 millions de barils/jour la production irakienne, il est envisagé un investissement de trente milliards. Les compagnies russes ou françaises, en se prévalant soit de contrats déjà signés soit d'une certaine connaissance géophysique de la région, espèrent alors être invitées à participer, d'une façon ou d'une autre, au pillage du pétrole irakien.

Les États-Unis consommant 40 % de la production de pétrole du monde et en important la moitié, ils ont bien l'intention de se tailler la part du lion. En 1945, l'accord conclu par Roosevelt et Ibn Saoud, le fondateur de l'Arabie Saoudite, qui prolongait une première concession accordée à la Standard Oil en 1933 et accordait cette fois le monopole du pétrole saoudien aux États-Unis, avait assuré la prospérité des compagnies pétrolières et le carburant nécessaire au développement de l'économie américaine. Pendant vingt ans, les compagnies américaines avaient puisé à leur guise dans les réserves saoudiennes, en échange de leur « protection ». Au fond, c'est d'un retour à quelque chose de ce genre que rêvent les faucons qui entourent le président Bush et qui ont inspiré cette guerre.

Jacques FONTENOY

HÔPITAUX DÉVASTÉS... SOUS LE REGARD DES TROUPES D'OCCUPATION

Des semaines de guerre, les hôpitaux d'Irak ont gardé des milliers de blessés. Mais ils n'ont rien pour les soigner. Et ce n'est pas uniquement dû aux pillages, même s'ils ont aggravé la situation. Les médecins manquent de tout : de lits, de linge, de médicaments, de désinfectants, de seringues, de personnel aussi. Mais surtout, le manque d'eau et d'électricité empêche de donner les soins les plus élémentaires dans des conditions d'hygiène convenable, et empêche presque toute intervention chi-

urgicale. De nombreux blessés, qui auraient pu être sauvés, meurent faute de soins.

Face à cette détresse, les armées d'occupation ne font rien. Venues soi-disant pour libérer les Irakiens, elles sont indifférentes à leur souffrance. Du matériel médical et des médicaments sont stockés de l'autre côté de la frontière, au Koweït, mais les organismes humanitaires doivent attendre pour les acheminer que la situation soit « sous contrôle », c'est-à-dire que le feu vert leur soit accordé par les militaires.

De même, les troupes de la coalition sont venues avec des hôpitaux de campagne complètement équipés pour soigner leurs blessés. Quelques Irakiens n'y ont été admis que pour soigner des maladies bénignes ; les milliers de blessés dont l'armée d'occupation est responsable, eux, n'ont droit à aucun soin.

Et cela n'empêche pas les généraux et les politiciens qui les commandent de continuer à parler de leur rôle « humanitaire » en Irak !

Inspections de l'ONU QUAND UN RESPONSABLE AVOUE LA MASCARADE

Hans Blix, chef des inspecteurs de l'ONU, a été chargé comme chacun sait d'occuper pendant des mois le devant de la scène sous le prétexte de rechercher d'hypothétiques armes de « destruction massive » ou « non-conventionnelles ». Il affirme aujourd'hui que, quels qu'aient été les résultats de sa mission, dans tous les cas « la guerre était planifiée d'avance » par les dirigeants américains et leurs complices.

Le bel aveu ! Comme si cela n'était pas évident depuis des mois.

Pendant que se produisait la mascarade des inspections, Bush et Blair préparaient leur armada à l'intervention. Et à défaut de trouver des armes prohibées, les inspecteurs de l'ONU permirent encore accessoirement de déléster la faible armée irakienne d'un certain nombre de missiles, détruits sous leur pression.

À l'occasion de cette confession tardive, le dénommé Blix revient sur une histoire ancienne liée toujours à l'Irak : le « montage grossier » selon ses propres termes, effectué par des services de renseignement occidentaux, visant à démontrer que l'Irak possédait, cette fois, des armes nucléaires. Ces services avaient alors fabriqué un « contrat fantôme nigérien » portant sur un achat au Niger d'uranium enrichi, qui n'avait jamais existé. Blix conclut de cette affaire : « Quand on voit (cela)... on se pose de nombreuses questions » !

Les réponses sont pourtant toutes simples. Si Bush et Blair sont de cyniques massacreurs, tous ceux qui ont joué la carte du rôle de l'ONU, sont, eux, de fieffés menteurs. Ses dirigeants, mais aussi Blix ou par exemple Chirac, tous savaient que la guerre avait été décidée, quoi qu'il advienne, de longue date.

Mais pendant que les dirigeants américains et leurs alliés affûtaient leurs armes, aucun de ces messieurs n'a dénoncé, à ce moment-là où cela aurait pu être utile, ces tribulations des inspecteurs en Irak qui n'étaient qu'une mascarade servant à masquer une guerre planifiée. Une sorte de division du travail entre des responsables directs de la guerre, et des complices chargés de faire diversion.

Michel ROCCO

LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE SONT DANS LE CAMP DES IMPÉRIALISTES

L'un des buts de la guerre, constamment affirmé par les autorités américaines, était la recherche « d'armes de destruction massive » soi-disant détenues par l'Irak, et plus particulièrement d'armes chimiques. L'état-major en faisait l'une de ses « priorités ». Si les troupes anglo-américaines n'avaient rien trouvé autour de Bassora, c'est qu'elles devaient être à Bagdad, affirmaient les responsables militaires, et s'ils n'ont rien trouvé à Bagdad, c'est qu'elles sont cachées ailleurs !

Maintenant, alors que les grandes villes sont tombées, ils doivent reconnaître qu'ils ne disposent toujours pas de « preuves concluantes », et les seuls trophées qu'ils peuvent exhiber sont quelques barils susceptibles de contenir des produits chimiques, des fusils ou des grenades. Ils ne prennent d'ailleurs même plus la peine de faire semblant, tant la disproportion des forces est flagrante. Face à l'avancée des armées de la coalition, les Irakiens n'ont pu opposer que des blindés mal entretenus et des armes individuelles, et quand



les troupes fouillent les maisons d'habitation une par une, ce n'est certainement pas dans le but d'y trouver un arsenal capable de menacer leur toute-puissance militaire...

En face, en revanche, pour vaincre une population désarmée, les Anglo-américains ont lancé sur l'Irak un déluge de bombes et de missiles : en trois semaines, ils ont fait plus de 30 000 sorties aériennes, parfois 2 000 par jour, et largué 24 000 munitions, dont 14 000 bombes dites guidées, ces bombes

« intelligentes », sensées ne détruire que des cibles précises et des bâtiments officiels ! Mais même si c'était le cas, les explosions n'épargnent pas les bâtiments voisins surtout lorsqu'il s'agit des taudis où vit la population pauvre. Au début de la guerre, les autorités américaines parlaient de « bavures » quand un marché ou des bâtiments d'habitation étaient touchés, ou quand les troupes tiraient sur des véhicules ou des civils désarmés ; maintenant, elles avouent sans fard qu'il est dans l'ordre des choses que des civils meurent au cours d'une guerre.

Combien de victimes irakiennes cette guerre odieuse a-t-elle déjà fait ? Un officier bri-

tannique, en poste au commandement central des opérations, au Qatar, parle de « carnage ». Et ce n'est pas fini. Dans les semaines qui suivront, même si les bombardements cessent, ce qui n'est pas dit, des milliers d'Irakiens mourront faute de soins, d'eau, de nourriture. En 1991, la guerre du Golfe avait causé la mort de quelque 200 000 Irakiens – sans parler des 1 500 000 victimes des années suivantes, à cause de cette guerre et de l'embargo. Et les bombardements étaient loin d'être aussi massifs. Alors, effectivement, c'est bien à un carnage que se livrent les soi-disant libérateurs en Irak.

M. L.

LA CITOYENNETÉ EN ÉCHANGE DE LA MORT

Aux États-Unis, il est possible de s'engager dans l'armée sans posséder la nationalité américaine, comme cela se pratique en France, pour la légion étrangère. Pour cela, il suffit d'être un immigrant « légal ». 36 000 soldats sont actuellement dans cette situation. Ce nombre n'a pas cessé d'augmenter, depuis qu'en juillet 2002 Bush a promis l'accélération du processus de naturalisation aux immigrants en règle qui s'engageraient dans l'armée. Cela répond aux besoins en hommes de l'armée américaine... comme l'immigration elle-même répond aux besoins du capitalisme !

Cette soi-disant naturalisation accélérée n'avance en fait pas si vite et bien des soldats engagés avec cet espoir n'ont pas eu le temps d'en bénéficier. Morts en Irak, ils ont reçu la citoyenneté américaine... à titre posthume.

Périodiquement, l'administration américaine avait orga-

nisé une grande loterie pour l'obtention du statut d'immigré légal. Les dirigeants américains font aujourd'hui plus fort : l'obtention du fameux sésame, convoité pour espérer sortir des tracas de l'immigré et connaître une vie meilleure, sert de chantage pour participer au jeu de massacre de la guerre. Quitte à ce que pour certains il ne s'agisse que d'une citoyenneté posthume, synonyme pour leurs familles d'un drapeau sur un cercueil.

« On croit mourir pour la patrie, mais on meurt pour les industriels et les banquiers » disait déjà Anatole France. C'est toujours vrai, même lorsque l'on n'a aucune illusion sur une patrie qui vous a enrôlé et qui se sert de la citoyenneté comme d'un appât pour enrôler de la chair à canon.

M. R.

LE « SOUTIEN » DE BUSH À SES TROUPES

L'administration Bush se propose de diminuer les allocations pour les anciens combattants de 463 millions de dollars (environ la même somme en euros) en 2004, et d'un total de 25 milliards de dollars sur les dix prochaines années. Cette proposition inclut des diminutions des pensions versées aux anciens combattants rendus invalides dans les combats, aux anciens combattants invalides les plus pauvres et des versements aux soldats revenant d'Afghanistan.

Selon les Anciens Combattants Américains Invalides et l'American Legion, les coupes dans les fonds pour

les dépenses de santé de ces vétérans vont priver de soins des millions d'entre eux, et voir 9 000 médecins être rejetés des services pour les anciens combattants. Cela voudra dire, pour ceux qui y ont droit, attendre plus longtemps avant de recevoir des soins.

Bush et son équipe disent qu'il faut soutenir les troupes, mais cela veut seulement dire pour eux soutenir leurs guerres sanglantes. La réalité : les soldats ne sont, pour eux, que chair à canon.

Extrait du bimensuel trotskyste américain The Spark du 31 mars 2003.

Afghanistan

SUR FOND DE MISÈRE : LE RETOUR DES TALIBANS OU DE LEURS SEMBLABLES

Les fondamentalistes religieux talibans seraient de retour dans le sud de l'Afghanistan. Dans le nord-ouest du pays les bombardements américains se poursuivent comme en témoigne une nouvelle « bavure » qui a fait onze victimes innocentes dans un village, le 10 avril. Ailleurs, la situation n'est guère plus favorable. Des seigneurs de la guerre, transformés en autant de pouvoirs locaux, se partagent le pays. L'exercice du pouvoir de Hamid Karzaï, mis en place et soutenu par les gouvernements occidentaux, se réduit à la région de la capitale Kaboul. Lorsque des organisations officielles en sont à dénoncer les « intimidations et les violences utilisées contre des partis politiques » ou l'utilisation des policiers pour harceler des opposants, on imagine très bien ce qu'est la réalité dans le pays.

Un an et demi après l'intervention militaire occidentale qui a renversé le pouvoir des Talibans, la reconstruction de l'Afghanistan est en panne, sans même parler de l'avenir radieux que les chantres de l'intervention lui promettaient.

Le pays est toujours dans ce que les spécialistes de ce genre de choses appellent la « phase d'urgence » : il est seulement question de « rétablir des conditions qui permettent la reconstruction de l'Afghanistan et l'acheminement de l'aide humanitaire et d'une aide à long terme ».

Il s'agit toujours de réparer les conséquences les plus élémentaires de la guerre : déminer, recenser la population, faire face au retour des réfugiés dans le pays et à Kaboul en particulier. Entre 1 et 2 millions de réfugiés sont ainsi attendus cette année. Le gouvernement n'arrive pas à payer normalement les salaires, la corruption s'installe partout, et mettre en place un appareil d'État, une police, une armée, un appareil judiciaire un peu cohérents s'avère une gageure.

L'aide promise n'arrive pas ou en quantité insuffisante. Les organisations humanitaires sont pessimistes. Un peu plus de la moitié seulement de ce qui était promis est finalement parvenu en 2002. L'Unicef n'a reçu que la moitié de ce qui lui était nécessaire pour réaliser le projet intitulé « retour à

l'école ». De nombreux enfants attendent toujours d'être scolarisés.

Après la victoire occidentale, une conférence s'était bien tenue à Tokyo, en janvier 2002, pour discuter de l'avenir du pays, de la reconstruction et de son financement. Un programme de dépenses de plusieurs milliards de dollars avait bien été décidé, même s'il en faudrait dix fois plus. Mais entre les promesses et les versements, il y a encore une différence ; un tiers seulement des promesses ont été effectives. Et l'ONU en est à supplier que les donateurs pressentis mettent effectivement la main à la poche.

On est bien loin aujourd'hui de ce qui était proclamé au moment de la chute des Talibans : la « victoire de la démocratie contre l'obscurantisme ». Face aux espoirs suscités, mais non suivis de réalisation, la population montre des signes de lassitude. La culture du pavot ayant repris, l'ONU exhorte seulement à ce que l'on trouve des cultures et des travaux de substitution et à ce que « la reprise de cette acti-

tivité ne génère pas de nouveaux conflits » !

En septembre dernier, un des ministres de Bush déclarait cyniquement à propos de l'Afghanistan : « La situation est précaire mais non désespérée » ! Mais six mois plus tard, le tableau du pays, dépeint par les représentants de l'Union Européenne elle-même est bien plus sombre. Suite à l'assassinat d'un délégué de la Croix-Rouge, ils dénoncent « les nombreux cas de violences, de détournement de l'aide, d'intimidation, de harcèlement et d'extorsion qui continuent de se produire en Afghanistan... ». Quant au frère du président Karzaï et son représentant pour les provinces du Sud, il déclare lui-même : « Les promesses faites aux Afghans après la chute des Talibans étaient une nouvelle vie d'espoir et de changement. Mais rien ne s'est produit. Nous n'avons pas fourni l'électricité, l'eau, nous n'avons pas réparé les routes. Les gens sont fatigués de ne voir que des petits projets. Combien de temps vont-ils attendre et espérer ? »

En écho, un haut fonction-

naire de l'administration américaine donne aujourd'hui sans honte la version réelle de l'intervention occidentale en Afghanistan de fin 2001 : « Nous avons voulu mettre sur pied une administration à large spectre et empêcher le pays de servir de base aux terroristes : les attentes étaient limitées, nous y avons répondu sans que cela ne nous coûte trop cher... » !

Les bombardements ont peut-être atteint leur but selon les dirigeants américains. Ils ont certainement mis sur pied un embryon d'administration composé du « large spectre » de toutes les nuances de l'obscurantisme. Mais l'espoir promis au peuple afghan s'est avéré un simple article de propagande.

Et sur ce terreau du dénuement continueront à prospérer les Talibans de toutes sortes, voire les groupes terroristes à la Al-Qaida, modèle original ou imitateurs, que la « guerre contre le terrorisme » de Bush est censée combattre.

Michel ROCCO

Israël

LE MASSACRE CONTINUE

Durant ces dernières semaines, même si les télévisions du monde, braquées sur la guerre en Irak n'en ont pas parlé, l'armée israélienne n'a à aucun moment cessé ses raids dans les Territoires occupés.

Mardi 8 avril, un avion israélien F16 a ouvert le feu sur une voiture dans le centre de Gaza, tuant 7 Palestiniens et en blessant 50 autres. Une semaine auparavant, le jeudi 3 avril, 7 autres Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza et 3 000 garçons et hommes, du camp de réfugiés de Tulkarim, âgés de 13 à 45 ans, ont été arrêtés et parqués dans un autre camp et interdits de regagner leur domicile durant trois jours. Il ne s'agit là que de quelques exemples : l'armée israélienne aurait fait ainsi plus d'une centaine de victimes, en quatre semaines.

Nurit Peled-Elhanan, militante pacifiste israélienne, mère d'une enfant tuée dans un attentat palestinien en 1997, témoignait ainsi il y a quelque temps dans une lettre, écrite après le dernier attentat suicide en Israël.

« Dans ce qui se publie d'habitude, un attentat est

décrié comme le tonnerre par une journée claire et pas comme un maillon dans une chaîne d'événements sanglants où la main d'Israël a toujours le dessus. Cette fois, on nous a annoncé la nouvelle en disant que tout à coup, "après deux mois de calme", quelqu'un s'était levé et avait décidé de se faire sauter dans un autobus rempli d'enfants et de soldats.

Personne ne rappelle que pendant ces deux mois de calme, les autorités d'occupation ont tué plus de cent personnes, dont de nombreux enfants, sans aucune cause visible, avec ce sang-froid et cette indifférence absolue qui caractérisent toutes les opérations d'assassinats des autorités israéliennes d'occupation dans les Territoires palestiniens occupés.

Mais lorsque nos enfants – les soldats – tuent sans motif, à l'arme lourde, des enfants palestiniens et des parents palestiniens, on en fait le compte-rendu en marge des actualités et jamais on ne rappelle qu'il s'agit d'êtres humains, si bien qu'on peut alors parler de deux mois de calme. Plus de cent personnes

dont le seul crime est d'appartenir à un autre peuple, plus de cent personnes qui ne sont pas considérées comme des êtres humains : dès lors personne ne se réfère à leur mort comme à des morts, mais peut-être comme à une "élimination" ou un "nettoyage" qui bien évidemment ne vient pas troubler le "calme"...

C'est ainsi que nous éduquons nos enfants, c'est ce que nos enfants apprennent de leurs parents : ce qui se fait de mieux en matière de racisme, le mépris pour la vie des gens et le sacrifice des fils et des filles au profit de quoi ? de qui ? »

Ils sont peu nombreux ceux qui en général s'élèvent contre

l'occupation des Territoires palestiniens occupés et le mépris et le racisme dont sont victimes leurs populations. Mais même fort minoritaires, ce sont eux qui représentent un avenir digne pour les Israéliens et pas les mégalomanes réactionnaires à la Sharon.

Aline RETESSE



Pacifistes israéliennes manifestant sous les fenêtres de Sharon contre l'occupation des Territoires palestiniens. (Février 2002)

Air France

L'ARRÊT DU CONCORDE... ET LE RESTE

Le supersonique Concorde ne volera donc plus, dès le 31 mai pour Air France et à partir de fin octobre pour British Airways. Après trente-quatre ans d'exploitation commerciale, les deux seules compagnies qui l'utilisaient sur leurs lignes transatlantiques (les plus rentables) vont arrêter les frais. La clientèle très fortunée qui pouvait se permettre de verser quelque 4 000 euros sur un aller simple (environ huit fois plus que sur un billet plein tarif) pour gagner quelques heures sur un Paris-New York avait-elle épuisé les charmes du champagne et du caviar à Mach 2 ? En tout cas, depuis que les vols du Concorde avaient repris (quinze mois après l'accident de Gonesse qui avait fait 113 morts en juillet 2000), il n'y avait guère de monde à bord.

La direction d'Air France invoque les attentats du 11 septembre aux États-Unis et, maintenant, la guerre en Irak dont les effets psychologiques sur les usagers du transport aérien seraient responsables de cette désaffection. En fait, malgré ses tarifs prohibitifs, le Concorde n'a jamais été rentable : c'était une « danseuse » qu'Air France et British Airways entretenaient pour se positionner comme des compagnies très haut de gamme

auprès de ceux qui avaient les moyens de se payer le luxe, du fait du décalage horaire, d'arriver à New York (à 8h30) deux heures « avant » leur départ de Roissy (à 10h30). Mais outre que les vols étaient à peine remplis au quart de leurs possibilités, et se soldaient par une perte sèche, l'entretien des appareils était lui aussi devenu un gouffre : les pièces n'étant plus produites depuis longtemps, il fallait soit les usiner au coup par coup, soit les préle-

ver sur des avions devenus réservoirs à pièces détachées. Chaque année, Air France perdait ainsi des sommes de plus en plus importantes (46 millions d'euros en 1999-2000, 58 millions cette année).

Il reste qu'environ 300 salariés de la compagnie travaillent pour cet avion et ont des raisons de se préoccuper pour leur sort. La direction a promis de reclasser tout le monde, mais la seule chose dont elle n'est pas avare (vis-à-vis des travailleurs, s'entend), c'est de promesses. Il y a près de deux ans, elle avait ainsi clamé qu'elle allait reclasser les salariés d'AOM : on n'en a guère vu parmi nous... Récemment, elle a refait le même coup avec les rescapés d'AOM victimes du krach d'Air Lib... deux semaines avant d'annoncer, là très discrètement, qu'elle ne le pouvait plus vraiment, bref, que ce serait pour plus tard, sinon jamais.

Alors, même si la direction



Une escale du Concorde en 1976. À l'époque, le voyage coûtait environ dix fois le montant du SMIC.

finir par reclasser tout le personnel ouvrier au sol ainsi que les navigants liés au Concorde, nul doute qu'elle s'en servira pour prétendre ne plus avoir de places disponibles pour les salariés d'Air Lib. Mais de cela ni le gouvernement, ni les journaux (qui s'étaient bruyamment félicités du prétendu « sauvetage » des salariés

d'Air Lib par Air France) ne parlent. En revanche, la direction n'a pas attendu de faire connaître sa décision d'arrêt du supersonique pour annoncer à tout le personnel qu'il allait devoir, encore et toujours, se serrer la ceinture... du fait de la guerre en Irak.

Correspondant LO

SNCF

LA CONCURRENCE SERT À TOUT JUSTIFIER

« Notre entreprise qui assure des prestations de transport est fortement soumise à la concurrence. Avec l'Europe qui s'ouvre, cette concurrence sera de plus en plus forte et nos clients deviendront par conséquent de plus en plus exigeants. Ils recherchent le mode de transport, qu'il soit Fret ou Voyageurs, qui leur apportera le meilleur rapport qualité/prix. Nous devons répondre à leurs exigences et leur apporter la preuve que nos prestations sont conformes à leurs attentes en terme de sécurité, de coûts

et de qualité. (...) L'engagement que je prends pour réussir cette démarche n'est envisageable que si l'ensemble du personnel participe activement. L'implication de toutes et de tous dans les réflexions et les actions ne peut conduire qu'à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des circulations. »

Voilà comment s'exprime le directeur de l'Établissement de maintenance et du matériel ferroviaire de Villeneuve-Prairie (Val-de-Marne), et il n'est pas le seul en ce moment à tenir ce langage aux cheminots. La

concurrence devient un argument supplémentaire pour faire pression sur les travailleurs, leurs horaires, leurs conditions de travail. Il faudrait faire tout et n'importe quoi pour permettre à la SNCF de tenir les objectifs d'économie et de rentabilité qu'elle s'est fixée. Mais s'imaginer-t-elle vraiment que nous pouvons confondre nos intérêts et les siens ? Et cela au moment même où le même chef d'établissement qui nous sert ces discours vient de supprimer 19 emplois sur Villeneuve-Prairie !

Correspondant LO

EUROTUNNEL SUR LES RAILS

Eurotunnel, société exploitant le tunnel sous la Manche, vient de déposer auprès du gouvernement une licence d'opérateur ferroviaire. Fort, dit-il, de l'expérience acquise par ses équipes sur le plan commercial comme sur le plan opérationnel « dans le contexte international du trafic transmanche », Eurotunnel ne veut plus se contenter de faire la navette sous la Manche. Il affiche des ambitions à l'échelle du territoire et se déclare prêt « à travailler en partenariat avec d'autres opérateurs ». Bref, il a les dents longues et le fromage que représente l'importance du

réseau ferré donne de l'appétit.

Il faut dire que, pour Eurotunnel, l'année 2002 s'est conclue par des profits exceptionnels, avec un résultat net de 508 millions d'euros. La fermeture du centre de réfugiés de Sangatte a joué son rôle dans ce succès. Les clandestins qui tentaient de passer en Grande-Bretagne avaient beaucoup perturbé son activité et la régularité de son trafic en 2001 et en partie en 2002. Eurotunnel avait dépensé pas moins de 6 millions et demi d'euros pour clôturer de barbelés et de miradors son enceinte... sans réussir toutefois à empêcher l'afflux de réfugiés.

Satisfait des mesures prises par Sarkozy, le président du conseil d'administration d'Eurotunnel rappelait toutefois en février dernier qu'« il est impératif que les gouvernements continuent d'assurer l'ordre public, surtout si un afflux de réfugiés arrive en cas de guerre contre l'Irak »... Il a toutes les chances d'être entendu.

Voilà comment le service public que représente l'ensemble du réseau ferré, avec ses installations et son matériel, sera mis encore un peu plus qu'auparavant au service des intérêts capitalistes privés.

Sous-traitants d'Air Lib MÊME POUR TOUCHER SON SALAIRE, IL FAUT SE BATTRE

Si ni les autorités ni la presse ne parlent plus du sort des salariés d'Air Lib, et encore moins des milliers de salariés des entreprises sous-traitantes de la compagnie mise en règlement judiciaire, ces derniers ne baissent pas les bras.

Vendredi 11 avril, les 140 salariés d'Hotavia Restauration Services (HRS, une

société qui travaillait à 75 % pour Air Lib à qui elle fournissait des plateaux-repas) ont cessé l'occupation de leurs locaux à Thiais (tout près d'Orly). Ils venaient, enfin, d'obtenir des liquidateurs judiciaires qu'ils s'engagent à leur verser l'intégralité de leurs salaires restants et à inclure HRS dans le plan de reclassement d'Air Lib.

Recherche scientifique LE GOUVERNEMENT FORCÉ DE RECULER

Devant une mobilisation des scientifiques qui ne faiblissait pas (voir LO du 10 avril), la ministre de la Recherche a fait retraite, en annonçant mercredi 9 avril dans un discours, pas du tout prévu pour cela, que les 30 % de gel sur les budgets des laboratoires étaient levés, et qu'il n'y en aurait pas d'autres en 2003. La précipitation a été telle que, quelques heures plus tard, le ministère des Finances annonçait de son côté de nouveaux gels dans les budgets de la Fonction publique, sans mention d'aucune faveur pour la recherche. D'après Le Figaro, les services de Bercy

n'étaient pas au courant...

Bien sûr, cela est loin de faire le compte, le « gel » n'ayant été que la plus récente des mesures d'étranglement de la recherche publique, après les coupes sombres dans les recrutements et les budgets. Le succès des scientifiques est toutefois important déjà, et a été célébré comme il se doit dès le jeudi 10 avril, au cours de manifestations nombreuses dans tout le pays.

La réaction des personnels des laboratoires a peut-être commencé à montrer que l'on peut s'opposer à la politique de démolition du gouvernement, et le faire reculer.



AFP Ksiazek

GIAT-Industries
(Saint-Chamond - Loire)

LA MOBILISATION CONTINUE

Loin de les avoir assommés, l'annonce du plan de suppression de 3 940 emplois sur l'ensemble de GIAT-Industries et de la fermeture de trois sites, dont le leur, a ressoudé tous les travailleurs de Saint-Chamond dans un refus unanime des projets de leur direction et du gouvernement.

Depuis le lundi 7 avril où les grandes lignes de ce plan étaient annoncées en Comité de groupe, les travailleurs sont mobilisés. Ils ne se disent pas en grève, mais considèrent qu'en ne sortant aucun travail, en empêchant la direction et les chefs les moins populaires d'entrer grâce à des piquets actifs chaque matin, ils indiquent clairement ce dont ils ne veulent pas. La direction et ces chefs mal considérés ont compris, au bout de quelques jours, qu'on ne veut pas d'eux dans les murs et ils s'abstiennent de venir. Certains ont été vus en palabres dans des cafés proches de l'usine. De toute façon, les pointueuses ne fonctionnent pas et, après les piquets, chaque matin est consacré à une assemblée générale, suivie d'une manifestation. Et les après-midi sont consacrées à des discussions sur les lieux de travail.

Durant ces journées, c'est très massivement (400 à 500 personnes à chaque fois, sur les 685 que compte l'effectif) que les travailleurs vont interpeller les élus locaux de droite ou faire connaître leur lutte aux usagers de l'autoroute Saint-Etienne-Lyon ou en s'adressant aux passagers d'un TER, après avoir bloqué celui-ci en gare de Saint-Chamond.

Un des résultats de cette pression est de placer ces élus

de droite, donc solidaires des décideurs de ce plan de suppressions d'emplois, dans des positions inconfortables. Ils s'emploient avec plus ou moins d'habileté à des contorsions pour se montrer en opposants de ce plan. Ils ont réussi à se faire admettre dans la manifestation centrale de tous les travailleurs du GIAT qui doit avoir lieu jeudi 17 avril à Paris, à l'occasion de la tenue du CCE. Ces élus seront certes en queue de cortège, mais ils n'ont rien fait de concret pour se placer du côté des travailleurs.

Le début de semaine a vu s'intensifier la préparation de cette montée à Paris en autocars. Les travailleurs s'inscrivent de plus en plus. On peut se demander pourquoi les directions syndicales, et en particulier la CGT qui donne le ton, n'ont absolument pas cherché, à ce jour, à s'adresser aux autres travailleurs de la ville et à toute la population, et encore moins à envisager d'emmener d'autres Saint-Chamonnais manifester avec eux à Paris. Cela aurait permis à beaucoup de gens des milieux populaires d'exprimer leur solidarité avec des travailleurs touchés par les attaques du gouvernement.

Quoi qu'il en soit, la détermination des travailleurs de GIAT-Industries de Saint-Chamond dans le refus de la fermeture de leur site est entière. Personne ne s'attend à ce que la direction annonce au CCE des correctifs à son plan initial. Et la réflexion qui revient le plus souvent est « *Je ne vois pas ce qui peut me faire reprendre le boulot* ». À bon entendre, salut !

Correspondant LO

Metaleurop
TRIBUNAUX ET LOIS
DU CÔTÉ DES ACTIONNAIRES

Le tribunal de commerce de Béthune a rendu son verdict : Metaleurop SA, la maison-mère, n'aura pas à payer pour la fermeture de sa filiale Metaleurop-Nord. Les conditions de cette fermeture, faut-il le rappeler, étaient particulièrement écoeürantes, et avaient amené le gouvernement de droite lui-même à qualifier l'employeur de « patron voyou ». Metaleurop a en effet laissé 900 travailleurs sur le carreau, sans aucune indemnité, en plus d'un site gorgé de produits toxiques.

Pour être révoltant, ce jugement n'est hélas pas surprenant. Car les lois de la société bourgeoise sont précisément faites pour préserver les intérêts des patrons en pareil cas.

Lorsqu'un salarié ou un chômeur ne paye pas ses traites, la loi permet aux créanciers

d'en appeler à l'État pour saisir ses biens, au besoin par la force. Et ce n'est pas la pauvreté du débiteur défaillant qui arrête les huissiers et les policiers.

Mais là où la loi est sans pitié pour les petites gens, elle est toute différente pour les bourgeois. Car une société, c'est d'abord et avant tout une garantie légale que l'argent peut circuler dans un sens, mais pas dans l'autre. Il n'y a aucune limite à ce que les bénéficiaires coulent depuis l'entreprise vers les coffres personnels des actionnaires. Mais inversement, en cas de pertes, la loi limite au seul capital les sommes qui peuvent être réclamées aux bourgeois.

Dans le cas de Metaleurop, les actionnaires profitent d'une disposition supplémentaire, qui est que la maison-mère et la filiale représentent deux sociétés juridiquement différentes... même si les actionnaires sont strictement les mêmes. Ainsi, en toute légalité, les actionnaires ont pu, par des choix comp-

tables, faire s'accumuler les pertes dans la filiale pour continuer à récolter les profits au niveau de la maison-mère, en sachant à l'avance que la justice n'y trouverait rien à redire.

Au moment de la fermeture de l'usine, le gouvernement avait voulu ne pas paraître inactif, et avait promis une vigoureuse action en justice. On allait voir ce qu'on allait voir ! Eh bien on a vu. Face aux « voyous », pour peu qu'ils soient patrons, les menaces brandies par l'État et le gouvernement ne sont, ne peuvent être, que du bluff. Et dans le cas de Metaleurop, c'est l'État, donc la collectivité, qui va devoir payer pour la dépollution du site et pour les misérables indemnités promises aux licenciés.

Pour faire payer leur dû aux actionnaires licenciés, les travailleurs ne peuvent s'en remettre à aucun juge, huissier ou autre « force publique » : ils ne peuvent compter que sur la leur propre.

Jean RAYNARD

Saint-Léonard
(Haute-Vienne)

« LES PATRONS VOYOUS SONT PARTOUT »

Mercredi 2 avril, à Saint-Léonard-de-Noblat, petite ville du Limousin, s'est déroulée une matinée défilée, pour protester contre le dépôt de bilan de l'entreprise de porcelaine Dynastie Tharaud qui va laisser sur le pavé 77 ouvrières et ouvriers.

Une manifestation de 150 à 200 personnes a parcouru les ruelles de la ville, et, au fur et à mesure de son passage, les commerçants et artisans ont quasiment tous baissé leurs rideaux. Les salariés de la mairie, de La Poste, des hôpitaux ont débrayé, tandis que les cloches sonnaient et que les sirènes des pompiers hurlaient.

Au début de la manifestation, le responsable de l'Union locale CGT déclarait : « *La situation présente de l'emploi rend illusoire et trompeur tout distinguo entre les patrons voyous, les mafieux et les aimables adhérents du Medef. Le capital a sa propre morale*

qui n'est pas celle des salariés ; et les directions voyous sont partout, aussi bien chez BSN que chez Air Lib, chez Metaleurop que chez Matra, chez Daewoo que chez Bacarat, et plus près de chez nous, chez Grimaud à Brive, Mingaud à Saint-Junien, les porcelaines de la Manufacture de la Reine à Saint-Yrieix.... »

En fait, Dynastie Tharaud n'est qu'une partie d'une entreprise de 117 salariés dont le véritable patron est le porcelainier Haviland et Parlon. Mais lorsqu'il s'est installé à Saint-Léonard, en rachetant une autre entreprise de porcelaine, il a constitué 3 sociétés : les bâtiments, c'est HP SARL, le matériel Dynastie Tharaud et l'exploitation Haviland et Parlon. 40 salariés font partie de la société Haviland et Parlon, 77 de Dynastie Tharaud.

L'entreprise a bénéficié d'aides publiques lorsqu'elle s'est installée, et en particulier de la commune qui lui a cédé les bâtiments en location vente.

En mai 2002, des problè-

mes de trésorerie avaient été signalés, et l'entreprise a bénéficié de nouveau d'aides publiques, en particulier de la Région. Ce qu'elle en a fait, on ne le sait pas.

Avec cet argent, elle aurait acheté 2 ordinateurs. Le reste a disparu.

Les représentants du personnel au CE ayant demandé un droit d'alerte, Haviland et Parlon a déposé le bilan de la société Dynastie Tharaud... dont elle se propose de racheter le matériel pour quasiment rien.

Les 77 salariés de Dynastie Tharaud sont licenciés, et comme à tous les licenciés, on leur propose une cellule de reclassement, sur laquelle ils n'ont aucune illusion.

D'autres porcelainiers viennent de se précipiter... pour racheter la marque qui est connue, mais en laissant les travailleurs licenciés à la rue !

Ce que voudraient savoir les travailleurs licenciés, c'est ce qu'Haviland et Parlon a fait de l'argent public.

Des grèves ont continué dans l'Éducation nationale, dans les zones qui n'étaient pas en vacances. Ainsi, le vendredi 11 avril, 4 000 personnes ont défilé dans les rues de Montpellier, la grève touchant alors 86 établissements dans le département. Des milliers de manifestants ont protesté également contre la politique de Chirac-Raffarin-Ferry à Perpignan, Toulouse, ou encore au Havre et à Marseille. Dans le même temps, à la Réunion, 111 établissements scolaires du second degré étaient en grève reconductible. Et, alors que 5 000 personnes manifestaient le vendredi 11 avril, les agents de service de l'Éducation nationale (TOS) qui occupaient le rectorat se faisaient expulser par les CRS.

LA COLÈRE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Dans la région parisienne, où les cours reprennent mardi 22 avril, une assemblée générale réunissant des établissements en grève de Seine-Saint-Denis, regroupant des enseignants, mais aussi les premiers visés par les mesures gouvernementales, des surveillants, des assistantes sociales, des conseillers d'orientation, ont appelé à poursuivre la grève dès la rentrée. Les syndicats SNES-FSU, FO, CGT-Éducation, Sud-Éducation, CNT ont lancé vendredi 11 avril un appel à la grève reconductible et à une journée de manifestation pour le jeudi 24 avril, deux jours après la rentrée. Manifestation qui devrait se rendre au ministère de l'Éducation nationale. Et une autre journée de grève pour l'ensemble du per-

sonnel de l'Éducation nationale est prévue le 6 mai.

Les raisons de la colère sont partout les mêmes. Il s'agit d'abord de protester contre les réductions drastiques de postes dans l'Éducation nationale. Aux 5 600 suppressions de postes de surveillants, que vient de voter le Sénat, s'ajoute la suppression de 20 000 postes d'aides-éducateurs. Même si le gouvernement parle de créer 14 850 postes d'« assistants d'éducation » pour « remplacer » les surveillants (mais pas du tout aux mêmes conditions, on s'en doute), un simple calcul montre que cela aboutira à plus de 10 000 adultes en moins dans les établissements. 6 000 à 7 000 postes d'enseignants seront supprimés, ce qui signifie d'une part que des

enseignants contractuels (statut précaire dans l'Éducation nationale) ne retrouveront pas de travail, d'autre part que les remplacements ne seront plus assurés puisque les enseignants dont la fonction est d'assurer ces remplacements seront affectés à des postes fixes.

Dans l'enseignement du premier degré, seules 1000 créations de postes sont prévues dans le prochain budget 2004 pour 55 000 élèves supplémentaires. Le budget 2003 prévoyait 1 000 créations de postes pour une augmentation de 27 000 élèves. De plus, le projet de décentralisation du gouvernement va entraîner le transfert de 150 000 fonctionnaires vers les collectivités locales dont 110 000 personnes, ouvriers d'entretien, assis-

tants sociaux, médecins scolaires, conseillers d'orientation psychologues sociaux. Il ne s'agit pas d'un simple changement de statut pour ces salariés. Mais de l'aggravation de leurs conditions de travail, et parfois le risque que ces emplois disparaissent. Et pourtant ils jouent un rôle indispensable. Et il faut s'imaginer les conséquences de ne plus disposer d'aucune infirmière dans un établissement de 600 ou 1 000 élèves !

Enfin, le personnel de l'Éducation nationale, comme les autres salariés, redoute à juste titre les attaques programmées contre les retraites.

Ces grèves concernent donc l'ensemble des salariés de l'Éducation nationale, et elles constituent un enjeu très important pour l'éducation des jeunes, et aussi la défense des conditions d'enseignement pour tous les élèves, en particulier ceux des milieux les plus populaires.

Aline RETESSE

UNE « DÉCENTRALISATION » DONT PERSONNE NE VEUT

Une preuve, s'il en fallait encore, que l'inquiétude des agents de l'Éducation nationale face à la perspective prochaine de leur « décentralisation » est fondée, c'est l'attitude des présidents des conseils régionaux, de gauche et de droite, qui auront à gérer la situation. Pour résumer d'un mot, nombre d'entre eux expliquent qu'ils n'ont rien demandé, et surtout pas ce cadeau, disons plutôt cette charge supplémentaire.

« 110 000 personnes auxquelles l'État a annoncé par lettre sèche qu'elles allaient

aura plus de 2 000 à gérer... c'est une source de coûts supplémentaires importante ». Qui va payer ? s'interrogent ces notables, qui n'ont guère confiance, et ils n'ont pas tort, dans les promesses gouvernementales.

Mais qui va écopier de plein fouet des conséquences de cette mesure ? Ce sont les salariés, qui ont toutes les raisons de réagir contre un projet qui vise leur statut, leurs conditions de travail, et qui se traduira par une détérioration du service rendu à la population dans le cadre, en l'occurrence,

Guer-Coëtquidan, (Morbihan) Grève à la cité scolaire Brocéliande

À la cité scolaire Brocéliande, qui comprend un collège, un lycée classique et un lycée professionnel, et compte 1200 élèves, le personnel se compose d'environ 120 enseignants et de 50 ATOSS (agents administratifs, ouvriers d'entretien, cuisiniers...). Des enseignants ont commencé à se mettre en grève contre les projets du gouvernement Raffarin après la journée de grève et de manifestations du jeudi 3 avril.

La menace contre les services publics d'éducation et les personnels qui y travaillent a déjà pris chez nous un caractère concret puisque nous

avons appris il y a quelques semaines que cinq postes d'enseignants seraient supprimés à la rentrée. De leur côté, les agents des cuisines nous ont appris que des employés de Breizh Restauration, une entreprise de restauration collective de la région, sont passés se renseigner sur le nombre de repas servis et prendre des mesures dans les cuisines afin de réfléchir à la meilleure façon d'utiliser le matériel du lycée. La privatisation de ce service n'est pas encore décidée que les patrons de la restauration sont déjà sur place.

Sous prétexte de décentralisation, c'est bien à la privatisation de pans entiers de l'Éducation nationale que se prépare le gouvernement Raffarin.

Sur les 120 enseignants que compte la cité scolaire, 45 ont participé à la grève à un moment ou à un autre de la

semaine du 6 au 12 avril. Nous avons utilisé le temps dont nous disposions alors pour populariser l'idée qu'un mouvement d'ensemble semblable à celui de décembre 1995 était nécessaire pour repousser les attaques du gouvernement, en nous adressant aux agents de la cité scolaire, aux élèves et à leurs parents, à nos collègues des établissements scolaires des environs.

Même si notre mouvement n'a pas réussi à s'étendre pour l'instant, il a cependant commencé à convaincre qu'il faudra bien s'y mettre tous ensemble. Et nous nous préparons à la grève à laquelle l'ensemble des syndicats de l'Éducation nationale ont appelé pour le mardi 6 mai, en espérant que cette journée soit un succès encourageant.

Vaulx-en-Velin (Rhône)

Journée école morte

Jeudi 10 avril, le personnel de l'Éducation nationale de Vaulx-en-Velin et des parents d'élèves, réunis au sein du collectif « On Vaulx mieux », ont organisé une journée « école morte » sur la commune. Comme des milliers d'enseignants dans tout le pays, ils protestent contre la disparition du statut de surveillant, le licenciement des aides-éducateurs, la multiplication des emplois précaires, le projet de décentralisation, et le manque de moyens dont ils disposent.

Cette journée a été un succès, puisque 75 % des ensei-

gnants étaient en grève dans le second degré, et que 50 classes étaient fermées dans les écoles primaires.

Le rassemblement organisé devant la mairie qui a regroupé environ 200 personnes, est allé à la rencontre du ministre des Transports, De Robien, qui passait par Vaulx-en-Velin à ce moment-là. Comme celui-ci a refusé de recevoir les manifestants, la réunion organisée en son honneur a été quelque peu chahutée.

Une assemblée générale qui a regroupé plus d'une centaine de personnes s'est ensuite

tenue. Satisfaite de la journée, de la mobilisation et du soutien de la population, elle a décidé une grève reconductible à partir du 6 mai, c'est-à-dire dès la fin des deux semaines de vacances de Pâques qui commencent le 18 avril dans l'académie de Lyon.

Les enseignants sont bien conscients que seule une mobilisation d'ampleur nationale peut faire reculer le gouvernement et ils espèrent qu'un appel à la grève reconductible sera lancé à la rentrée pour tous les personnels de l'Éducation.



changer d'employeur vont nous être transférées sans que nous ayons été consultés » a déclaré Alain Le Vern, président socialiste du conseil régional de Haute-Normandie.

Même son de cloche du côté de la droite. Josselin de Rohan, de l'UMP, qui lui préside le conseil régional de Bretagne s'interroge : « La Bretagne (il veut dire le conseil régional) compte aujourd'hui 320 agents. Avec ceux venant de l'Éducation nationale, elle en

de l'accueil des élèves dans les établissements scolaires de l'enseignement public.

Raffarin prétend rapprocher les citoyens et les institutions. Et si les salariés de l'Éducation nationale, et d'autres concernés par les mêmes mesures, allaient parler à deux doigts des moustaches de ces ministres ? Ces derniers pourraient faire l'expérience de ce qu'est la « proximité » grandeur nature.

J.-P. V.

Depuis le 31 mars, la grève reconductible lancée dans l'Éducation se poursuit dans le département de Haute-Garonne. Les visites aux établissements non encore touchés par la grève, les réunions de secteurs, les assemblées d'établissements ou les rencontres avec les parents d'élèves, mobilisent des centaines de grévistes. À l'appel du comité de grève et avec le soutien des syndicats (FSU, CGT, SUD, SGEN-CFDT) le vendredi 11 avril devait être un « temps fort » du mouvement.

À Toulouse

Ce jour-là, la manifestation réunit 2 300 grévistes, avec aussi une délégation de grévistes venue du Tarn. Cette manifestation regonfla ceux qui étaient en grève depuis quinze jours, comme ceux qui avaient rejoint la grève après la journée nationale du 3 avril ou le jour même. Les taux officiels de grévistes sous-estimés par l'inspection académique donnaient : 18 % dans le 1^{er} degré, 28 % dans le second degré, 28 % en lycée, 25 % chez les surveillants, 8 % chez les Atoss et 21 % chez les emplois-jeunes.

L'assemblée générale du vendredi 11 avril réunit 530 grévistes, dont 430 se prononcèrent pour la reconduction de la grève jusqu'au jeudi 17 avril, la veille des congés scolaires, avec le soutien des syndicats. L'assemblée s'est ralliée à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFDT-SUD-FSU-UNSA pour un rassemblement interprofessionnel le lundi 14 avril, contre la réforme des retraites, qui réunit 1 000 personnes, dont la moitié de l'Éducation nationale.

Le lendemain, la quasi-unanimité des 450 assistants de l'AG toulousaine a voté la reconduction de la grève pour le mardi de la rentrée. Ce 15 avril était aussi une journée de grève pour toute l'académie appelée par les syndicats, et la manifestation a réuni un nombre bien plus important que la manifestation précédente.

Le 17 avril, les personnels de l'Éducation en grève devaient rejoindre la manifestation des travailleurs de l'EDF contre la privatisation et pour les retraites.

Cette convergence, c'est un des sujets de discussion, parmi d'autres : reprendre le mouvement dès la rentrée, oui, mais les syndicats lanceront-ils un mot d'ordre clair au plan national pour la grève ? Pourquoi les syndicats de la fonction publique ou du privé n'annon-



LA GRÈVE CONTINUERA À LA RENTRÉE !

cent-ils pas ensemble une date précise pour le début de la riposte ? Il est question du 1^{er} mai bien sûr. Pour la FSU, FO et l'UNSA il est aussi question de « quelque chose » pour la mi-mai dans la fonction publique, et... fin mai (avant le 28) pour la CGT.

Autrement dit, toutes les directions syndicales nous ont promis qu'elles vont réellement s'y mettre... en mai. Mais les grévistes réunis en assemblée générale ont clairement dit les choses en approuvant un « appel aux syndicats » qui affirme : la « situation exige une perspective d'ensemble pour tous les salariés. C'est pourquoi l'assemblée générale des grévistes de l'Éducation nationale 31, réunie le 11 avril 2003 s'adresse à vous pour que vous élaboriez au plus tôt un plan d'action national, unitaire, interprofessionnel et déterminé pour gagner. Les salariés ont besoin d'un appel clair de votre part en faveur d'une grève générale reconductible, seule réponse à la hauteur des attaques du gouvernement et du Medef ».

Au plan national, tous les syndicats (sauf FO) ont décidé que le 6 mai serait une journée de grève et de manifestations dans l'Éducation. En Haute-Garonne, ces syndicats (UNSA compris) appellent « à la grève reconductible, dès le mardi 6 mai de la rentrée... ».

À Carcassonne Castelnaudary

La grève s'est poursuivie jusqu'au « temps fort » du 11 avril. Le mardi 8 avril, une

manifestation « casserolade » devant la préfecture a regroupé 600 grévistes dans un tonnerre de bruits divers, de slogans et de chansons. Le 11 avril, il y avait 400 grévistes au rassemblement de Narbonne et 500 à celui de Carcassonne. À l'assemblée de Carcassonne, les responsables de FO, SUD, CGT et FSU se sont succédé pour appeler à la suspension du mouvement à partir du lundi 14 avril, refusant que l'AG se prononce car ce serait « à chaque établissement de se prononcer localement ». Dans la confusion, l'assemblée s'est terminée de manière désordonnée, avec de l'amertume ou du désarroi pour certains devant une telle attitude démobilisatrice. Une nouvelle AG était néanmoins prévue pour le 16 avril.

À Perpignan

Dans les Pyrénées-Orientales, la journée du 3 avril a démarré le mouvement, avec une imposante manifestation de 4 500 enseignants et agents du service public dans les rues de Perpignan, et le vote dans les différentes AG, dans le primaire et dans certains lycées, de la grève reconductible.

Dans le secondaire, une coordination départementale s'est mise en place, à l'initiative notamment des grévistes du lycée Jean-Lurçat, bientôt rejoint par plusieurs lycées et collèges de tout le département. Des enseignants du primaire, mandatés par leur AG, étaient présents. Leur comité de grève élu discute et organise les actions en direction des établissements scolaires, des

parents d'élèves et des services publics. La cantine SNCF, le bureau de poste principal, le centre des impôts, la DDE... ont ainsi reçu la visite de délégations de grévistes venus expliquer leur mouvement, et exprimer la nécessité pour le service public de se mobiliser.

Alors que ce mouvement était bel et bien actif, certains responsables syndicaux, qui tenaient la tribune, ont proposé à l'AG du vendredi 11 avril... la reprise du travail pour lundi ! Un « coup » bien préparé, qui s'est traduit par un vote 132 voix pour, 132 voix contre. Cela a suscité l'indignation de grévistes bien déterminés à ne pas laisser saborder le mouvement.

Le soir même à Perpignan, une manifestation dynamique de plus de 2 000 enseignants, procédant symboliquement à l'enterrement de l'Éducation nationale sur l'autel de l'économie du profit, montrait que la mobilisation restait entière.

Mais le « coup » a été sévère dans le primaire : l'AG est passée de 400 à 50, puis à 120 avec des enseignants « non grévistes » notamment de la FSU. Il est vrai que les représentants du syndicat FSU qui avaient appelé à la reprise vendredi 11 s'étaient fait sérieusement remonter les bretelles. Et si de nombreux grévistes se sont résignés à rentrer dans les écoles en ce début de semaine, ils l'ont tous fait en affirmant leur ferme intention de reprendre la grève à la rentrée des vacances. Et ils ont déjà reçu pour cela le soutien de parents d'élèves qui viendront occuper les écoles.

Quant aux lycées et collèges, certains continuent à voter chaque jour la reconduction de la grève, d'autres organisent l'occupation des établissements par les parents d'élèves, et la plupart ont d'ores et déjà annoncé qu'ils seront en grève jeudi 17 avril pour aller manifester à Montpellier, manifestation pour laquelle des départs en autocars sont prévus.

À Angoulême

En Charente, si la grève reconductible a été suspendue le lundi 14 avril, plusieurs dizaines d'enseignants, surveillants, lycéens restent mobilisés. Des initiatives ont eu lieu la semaine qui précède les vacances.

Mardi 8 avril, une vingtaine d'enseignants sont allés « accueillir » l'inspecteur d'académie, en visite dans un collège où il manque deux professeurs de mathématiques. Le lendemain, ils se sont rendus à un rassemblement devant le rectorat de Poitiers pour soutenir les contractuels et vacataires.

Jeudi 10, une manifestation de jeunes d'un LEP a parcouru la ville. Ce même jeudi, puis le samedi suivant, les personnels ont eu la satisfaction de se voir rejoints par les parents d'élèves de la FCPE pour une conférence de presse et pour une « intervention publique » qui a regroupé une centaine de personnes dans une rue piétonne d'Angoulême. Étaient dénoncés le démantèlement de l'école publique, la décentralisation à la sauce Raffarin et la profonde aberration d'allonger les annuités pour le départ à la retraite alors que des centaines de milliers de jeunes cherchent du travail.

S'il fallait signifier que l'action doit se poursuivre à la rentrée des vacances de Pâques, le 28 avril, c'est chose faite.

SARKOZY DURCIT LA LOI CHEVÈNEMENT

L'ensemble de la loi Chevènement, qui régentait les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants étrangers à la communauté européenne, vient d'être revu par le ministre de l'Intérieur.

Le nouveau projet de loi qui vient d'être soumis au conseil d'État et à la commission nationale consultative des droits de l'Homme durcit et restreint toutes les dispositions de la loi, qui fut déjà dénoncée en son temps pour toutes les restrictions nouvelles qu'elle mettait en œuvre pour diminuer pour les citoyens étrangers non européens les possibilités réelles d'entrer sur le territoire français et éventuellement de s'y installer. Désormais, pour un simple visa de tourisme, un relevé des empreintes digitales du demandeur sera effectué dans le consulat ou l'ambassade où cette demande sera faite. Pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire, l'attente pour espérer obtenir une carte de résident de dix ans est portée de trois à cinq ans, cette prolongation d'attente de deux ans étant censée pouvoir faire mieux apprécier leur volonté d'intégration.

De même, le regroupement familial ne permettra plus à la personne qui vient en France à ce titre d'obtenir une carte de résident. Celle-ci devra durant cinq ans se contenter d'une carte de séjour temporaire et seulement au bout de ces cinq années pourra solliciter une carte de résident. Le bénéfice du regroupement familial pourra même être refusé à des enfants nés en France mais qui auraient quitté le territoire français avant l'âge de dix ans.

En ce qui concerne les mariages entre un citoyen français et un ressortissant étranger

non européen, qui peuvent donner accès à une régularisation du séjour en France, sous prétexte de lutter contre toute « utilisation frauduleuse », la durée minimum de vie commune entre les époux permettant cette régularisation est doublée, passant de un à deux ans. Pour les séjours en France de moins de trois mois, une demande d'attestation d'hébergement, obtenue jusqu'ici dans les services municipaux sur une simple déclaration d'identité jointe à une justification du

domicile, permettra dorénavant au maire de la refuser s'il soupçonne « une intention frauduleuse ».

La loi prévoit même de rogner encore les possibilités de vivre en France pour un parent d'enfant de nationalité française. Il devra faire la preuve qu'il jouit d'une autorité paternelle au moins partielle et qu'il subvient aux besoins de l'enfant « depuis la naissance de l'enfant ou au moins deux ans ». Au-delà de toutes ces tracasseries humiliantes, qui atteindront

essentiellement les fractions les plus pauvres et les plus démunies des populations émigrées, la loi Sarkozy prévoit des mesures encore plus brutales et plus expéditives pour « éloigner » du territoire français tout ceux que cette loi désignerait comme indésirables. La durée légale de rétention dans un centre est portée de 12 à 30 jours, voire dans certains cas estimés litigieux à 39 ou 60 jours.

Sarkozy, Chirac et tous leurs collègues du gouvernement peuvent bien réguliè-

ment inonder la presse de déclarations humanitaires, jurer de leur fidélité aux droits de l'Homme et prêcher les vertus d'une politique d'accueil et d'intégration... La réalité de leur politique quotidienne est de s'attaquer aux couches les plus fragiles de la population, de les désigner comme causes de tous les maux sociaux et en fait de cultiver tous les préjugés racistes et xénophobes.

Alain VALLER

Bordeaux

Vendredi 11 avril, un quatrième travailleur kurde a été embarqué à l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, malgré l'opposition d'une centaine de personnes venues protester contre son expulsion à destination de la Turquie. Un autre de ses camarades n'a dû qu'à la grève de la faim qu'il menait depuis une semaine, d'être jugé trop faible pour embarquer. La veille, deux autres, malgré la manifestation de ceux qui les soutenaient, avaient dû monter dans l'avion.

Quelques jours plus tôt, le samedi 5 avril, le premier de ces

DES TRAVAILLEURS KURDES RENVOYÉS EN TURQUIE

travailleurs expulsés, condamné déjà par l'État turc à 24 ans pour ses activités politiques avait été réceptionné à Istanbul par la police turque après avoir été embarqué de force à Bordeaux. Cette vague d'expulsions est la réponse de la préfecture de la Gironde et du gouvernement français au mouvement qu'ont entamé des travailleurs kurdes pour demander des papiers et la régularisation de leur situation.

Il y a quinze jours, à l'arrivée d'une des manifestations contre la guerre en Irak, le samedi 29 mars, ceux-ci avaient d'abord commencé

par camper sous des tentes, à une centaine, sur la place de la République. Délogés par la police, ils se sont installés, dans des conditions encore plus précaires, à un autre endroit, place André-Meunier. C'est là que le préfet a d'abord fait arrêter une quarantaine de personnes et prononcé des arrêtés de reconduite à la frontière contre six d'entre elles.

Sarkozy, pour la galerie, a bien déclaré récemment que : « La France n'éloignera pas les Kurdes en danger ». La réalité, c'est le préfet qui l'exprime : « Il existe des

procédures de contrôle de l'immigration, nous les appliquons ». Pas question que se renouvelle la régularisation qu'avait arrachée il y a quelques semaines 27 Kurdes de Bordeaux à l'issue d'une longue grève de la faim. La guerre en Irak, qui rend encore plus dangereuse l'expulsion de Kurdes vers la Turquie, ne change rien pour le gouvernement.

Et peu lui importe si, en les remettant aux autorités turques, ces hommes, à qui il ne manque qu'un simple bout de papier, sont envoyés en prison.

Saint-Denis

Après 42 jours, les sept sans-papiers de Saint-Denis, en grève de la faim depuis le 28 février, ont obtenu quatre convocations en vue d'une régularisation et trois promesses d'autorisation provisoire de séjour donnant droit à travailler. Si c'est une victoire – même partielle –, elle s'est faite au prix de beaucoup de souffrances ; quatre d'entre eux ayant été hospitalisés le dernier jour.

UNE GRÈVE DE LA FAIM EN PARTIE VICTORIEUSE

Le préfet de Seine-Saint-Denis n'a pas voulu régulariser purement et simplement les grévistes de la faim. Il a voulu leur faire payer au prix fort leur titre de séjour pour ne pas donner l'impression qu'il cédaient. Il a aussi tenu à ne régulariser vraiment que ceux qui rentreraient intégralement dans le cadre de la loi des dix ans de présence. Voilà qui montre que, même lorsqu'il s'agit de respecter simplement les réglementations légales, le

préfet de la Seine-Saint-Denis, comme d'autres préfets d'ailleurs, choisit de bafouer les droits des sans-papiers et de les acculer à des formes de lutte aussi dramatiques que les grèves de la faim.

Cette grève de la faim s'est d'ailleurs déroulée dans les pires conditions, sans suivi médical réel, malgré les demandes répétées des sans-papiers au centre de santé dépendant de la mairie.

Les représentants de partis ou

d'organisations qui, il y a plusieurs années, mettaient en avant la régularisation des sans-papiers ont pris leurs distances et tenu ce mouvement dans un relatif isolement. Et c'est une raison de plus pour que tous les travailleurs que le sort réservé aux sans-papiers révolte marquent leur solidarité avec les combats de ces travailleurs étrangers dits « sans papiers » qui ne veulent pas baisser les bras.

POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS MANIFESTONS SAMEDI 26 AVRIL

Refus massifs de régularisation dans les préfectures. Contrôles policiers au faciès et arrestations d'immigrés sans papiers. Evacuations manu militari de campements ou de squats occupés par des Roms venus de Roumanie. Expulsions par charters (cinq entre le 3 mars et le 5 avril) d'étrangers en situation irrégulière. Allongement de la durée de 3 à 5 ans pour avoir droit à une carte de dix ans. Difficultés accrues pour le renouvellement des

titres de séjour et pour la validation des visas. Remise en cause de certains aspects du droit d'asile. Menace de sanctions pour ceux qui faciliteraient l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France... On n'en finirait pas d'énumérer les différents aspects de la guerre que mène le gouvernement Chirac-Sarkozy contre cette fraction pauvre et désemparée de la population que sont les étrangers sans papiers.



Pour protester contre cette régularisation de tous les sans-papiers, une manifestation est organisée par la Coordination Nationale des Sans-Papiers

Départ à 14 h 30, Montparnasse (angle de la rue de Rennes).
Lutte Ouvrière appelle à participer à cette manifestation.